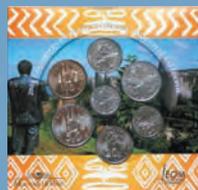
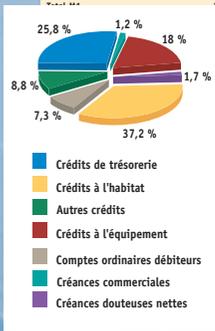




## Bulletin trimestriel

# Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
<b>M1</b>							
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	186 008	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
<b>M2</b>							
	117 625	124 422	132 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
<b>M3</b>							
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392		106,6 %
<b>M4</b>							
	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 137 - Statistiques au 31/12/2008

NOUVELLE-CALÉDONIE  
115 000 000



## Nouvelle-Calédonie

**L'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM)** est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999 à 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

<b>1. Synthèse</b>	<b>2</b>
<b>2. La masse monétaire et la circulation fiduciaire</b>	<b>6</b>
2.1 La masse monétaire	6
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	6
2.3 La circulation fiduciaire	7
<b>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>8</b>
3.1 Les actifs par agent	8
Les avoirs des ménages	8
Les avoirs des sociétés	10
3.2 Les actifs par nature	11
<b>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>12</b>
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit	12
L'endettement des ménages	13
L'endettement des entreprises	13
L'endettement des collectivités locales	14
4.2 Les passifs des établissements locaux	15
<b>5. Les engagements bancaires</b>	<b>17</b>
5.1. Les risques sectoriels	
5.2. Les indicateurs de vulnérabilité	17
Les indicateurs globaux	19
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages	19
Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises	20
<b>6. Le financement des concours bancaires</b>	<b>22</b>
6.1 L'équilibre emplois - ressources	22
6.2 Le réescompte	22
<b>7. La monétique et les échanges de valeur</b>	<b>23</b>
7.1 La monétique	23
7.2 Les échanges de valeur	23
<b>8. Rappel des taux</b>	<b>24</b>
8.1 Les taux d'intérêt légal	24
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	24
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire	24
8.4 Les taux de l'usure	25
8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit	26
<b>Annexe : Méthodologie</b>	<b>27</b>

## 1. Synthèse

### *Un contexte économique et financier mondial en crise*

L'actualité économique et financière internationale continue d'être très largement dominée par les effets de la crise financière qui s'étendent de manière croissante à la sphère économique. Une coordination internationale de gestion de la crise a été progressivement mise en oeuvre, que ce soit au sommet des chefs d'Etat du G20 à Washington en novembre 2008 ou lors du Conseil Ecofin dans le courant du mois de décembre. Parallèlement, des initiatives ont été très rapidement prises au niveau national par les gouvernements, pour relancer la croissance économique et endiguer la crise qui touche l'ensemble du secteur bancaire et financier.

Les plans de relance annoncés successivement témoignent de l'ampleur de cette crise. En France, le gouvernement a mis en place un vaste plan de financement de l'économie visant à soutenir l'octroi de crédits par l'apport de liquidités aux banques (via la création de la SFEF, Société de Financement de l'Economie Française) et le renforcement des fonds propres des banques (via la SPPE, Société de Prise de Participation de l'Etat). Par ailleurs, un plan de relance de l'économie a été annoncé courant décembre 2008 pour une enveloppe globale de 26 milliards d'euros. Dans le même esprit, l'Allemagne a adopté courant janvier 2009 un plan de relance de 50 milliards d'euros, précédant celui voté par le Congrès des Etats-Unis en février, pour un montant de 787 milliards de dollars, probablement assorti d'un vaste plan de sauvetage des banques américaines.

Dans ce contexte, les banques centrales ont poursuivi la politique de détente monétaire. La FED a annoncé en décembre 2008 une baisse historique de 100 points de base de son principal taux directeur, qui se situe désormais dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %. De son côté, la BCE a diminué à cinq reprises son taux de refinancement des opérations principales depuis le mois d'octobre 2008. Il s'établit à 1,50 % depuis le 11 mars 2009.

Face à cette conjoncture économique et financière dégradée, les indices boursiers internationaux continuent d'être orientés à la baisse, tout comme le prix du pétrole et le cours de l'ensemble des matières premières. A l'inverse, le taux de change euro dollar est demeuré relativement stable sur la fin de l'année 2008 et le début de l'année 2009, dans une fourchette située entre 1,2 et 1,4.

### *Une croissance des actifs financiers et des concours bancaires en Nouvelle-Calédonie qui demeure dynamique en 2008*

Après une progression de 12,3 % en 2007, la collecte des actifs financiers ralentit en 2008 mais demeure dynamique avec une progression sur l'année de 5,6 % pour atteindre 509,4 milliards de F CFP.

Dans le détail, la croissance des placements liquides ou à court terme atteint 11,4 % en 2008 après + 20,1 % en 2007. Les placements à long terme affichent, pour leur part, un recul de 5,9 % contre une hausse de 9,9 % en 2007, en liaison avec la morosité des marchés financiers. Les contrats d'assurance-vie augmentent légèrement avec un encours qui progresse de 3,6 % en 2008 (+ 15,8 % en 2007) tandis que les OPCVM non monétaires voient leur encours se contracter de 49,8 %.

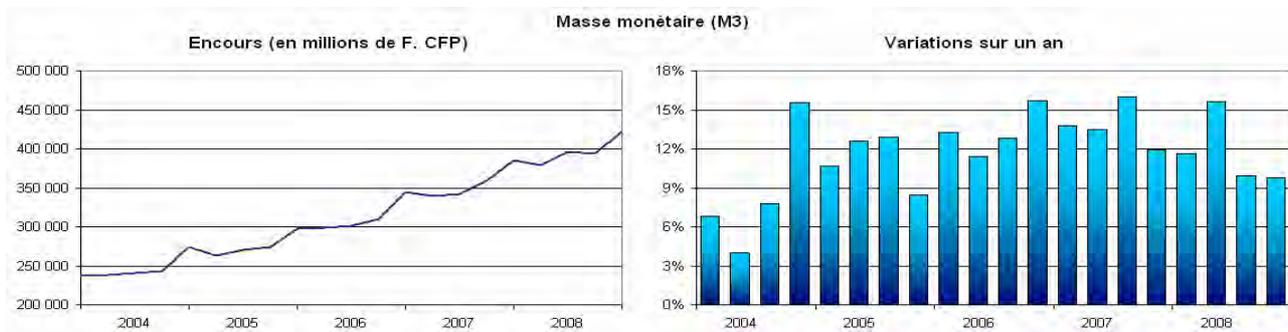
Parallèlement, avec un encours global de 659,5 milliards de F CFP au 31 décembre 2008, l'octroi de crédits demeure dynamique en 2008 : + 11 % après 12,9 % en 2007. En termes de risque, le portefeuille clientèle de l'ensemble des établissements de crédits (situés dans et hors de la zone d'émission) affiche un taux de créances douteuses brutes de 2,1 % en diminution de 0,4 point en douze mois pour un taux de provisionnement qui passe de 68,6 % à 70,1 %.

# Conjoncture financière et bancaire



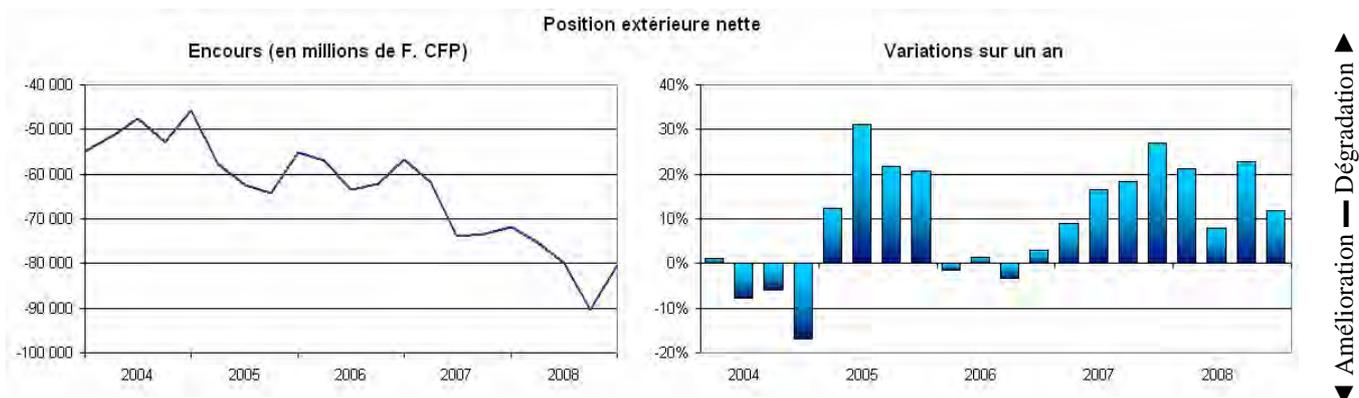
## Progression de la masse monétaire et recours accru du système bancaire vis-à-vis de l'extérieur

La masse monétaire continue de croître rapidement avec un taux de progression de + 9,8 % en 2008 après 11,9% en 2007. Dans le détail, le rythme de croissance de l'agrégat étroit M1 atteint 4,5 % en 2008 contre + 5,7 % en 2007. Le taux de croissance de M2-M1 (principalement constitué de comptes sur livrets) s'accélère pour atteindre 10,9% contre 4 % en 2007. La progression de M3-M2 (essentiellement composé de comptes à terme), à l'opposé, diminue fortement mais demeure néanmoins élevée et atteint 18,3 % sur l'année contre + 31,3 % en 2007.



De leur côté, les concours de caractère bancaire distribués par **les établissements de crédit locaux** progressent de 11,3 % après une hausse de 13,1% en 2007. La croissance des encours du secteur privé (ménages et entreprises) se maintient avec + 13 % contre + 13,6 % en 2007. Si la demande des entreprises ralentit en 2008 (+ 13,6 % contre + 18,3 % en 2007), celle des ménages s'accélère pour atteindre 12,3 % au lieu de 9 % en 2007. La demande publique affiche, pour sa part, une baisse de 21,9 % et reste marginale.

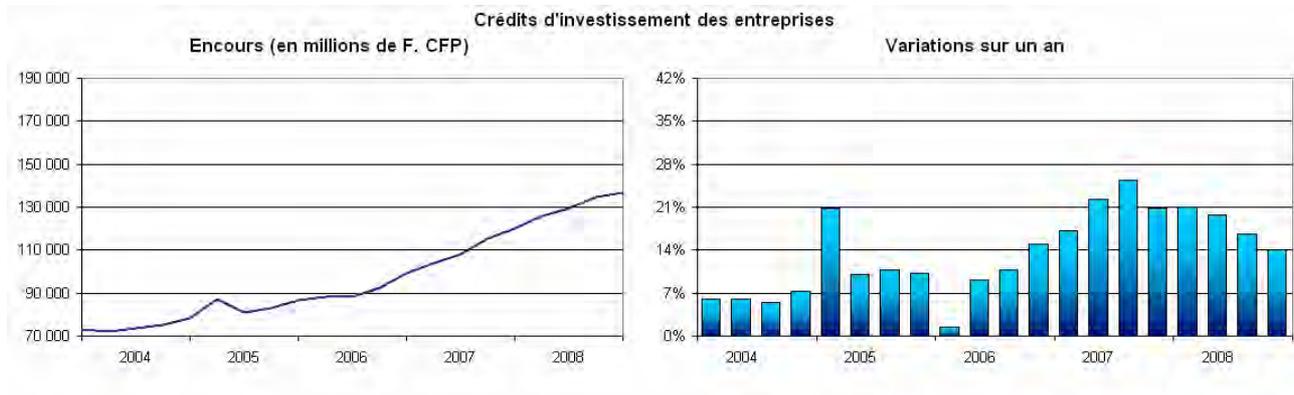
Ainsi les opérations avec la clientèle sont structurellement déficitaires dans la zone d'émission. Le recours au financement hors de la zone d'émission du système bancaire local continue de s'accroître mais de façon moins soutenue qu'en 2007. La position extérieure nette a donc connu une nouvelle dégradation de son solde en glissement annuel : elle est passée de - 71,9 milliards de F CFP fin 2007 à - 80,5 milliards de F CFP en 2008. Les engagements hors zone d'émission des établissements de crédit locaux s'accroissent de façon moins soutenue (+ 5,1 % contre + 15,4 % en 2007) tandis que dans le même temps les avoirs hors zone fléchissent de 1,4 % après avoir progressé de 6 % en 2007.



# Conjoncture financière et bancaire

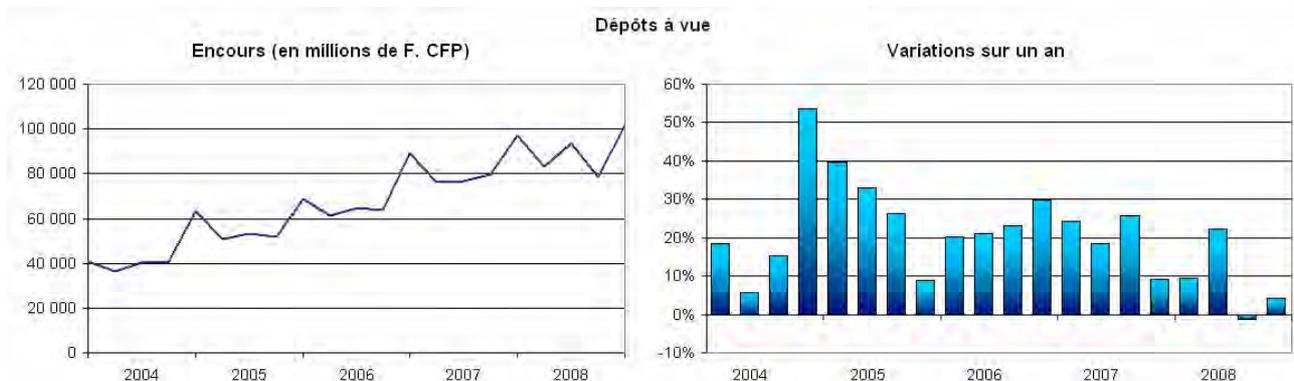
## Un financement des entreprises en phase avec le développement de leur activité

En liaison avec la bonne tenue de l'activité économique, l'endettement bancaire des entreprises continue de croître sensiblement en 2008, mais à un rythme moindre qu'en 2007 (respectivement + 13,2 % contre + 18,1 % l'année précédente). Dans le détail, les crédits à l'investissement progressent de 16,2 % après une hausse 20,9 % en 2007 et les crédits à la construction augmentent de 9,1 % contre un bond de 30,9 % en 2007.



Parallèlement à ce fléchissement de l'investissement, on observe une accélération de la progression de l'encours des crédits d'exploitation des entreprises qui atteint 11,7 % contre 4,2 % en 2007. Dans le détail, on observe que l'encours des comptes ordinaires débiteurs augmente significativement (+ 19,4 % contre un recul de 10,7 % en 2007).

Ce besoin accru de disponibilités influe sur l'évolution de l'épargne des entreprises. Les dépôts à vue et les placements liquides à court terme voient leur rythme de croissance ralentir à respectivement 4,3 % et 1,7 % après des hausses respectives de 9,1 % et 20,3 % en 2007. En parallèle, les placements à long terme voient leur valeur diminuer de - 70,3 % en 2008 après une hausse de 41,8 % en 2007. Ceux-ci représentent toutefois moins de 2 % des actifs des entreprises.

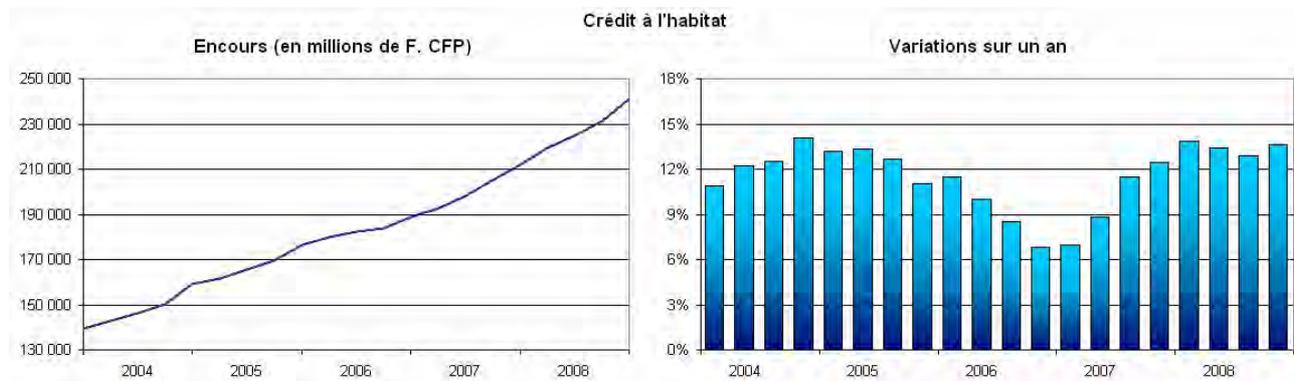


L'examen de la centrale des risques<sup>1</sup> du mois de décembre 2008 permet d'observer que le secteur du BTP (8 % des engagements des professionnels) voit sa demande de financement s'accroître avec une progression de ses engagements de 28,3 % sur les douze mois de l'année après une hausse de 18,1 % en 2007. Le secteur des services (48 % des engagements en faveur des professionnels) voit la progression de son encours ralentir à + 12,2 % après + 17 % l'année précédente. Le commerce (15 % des engagements aux professionnels) affiche un rythme de croissance relativement stable (6,8 % après 6,3 % en 2007). Le secteur de l'hôtellerie voit, pour sa part, ses engagements progresser de 6,8 % en douze mois après une année 2007 qui avait vu son encours progresser de 64,8 % dans le cadre de financement de projets importants. Le secteur des industries affiche une hausse de 8,3 % de ses engagements (+ 6 % en 2007). A noter, qu'après avoir reculé de 6,6 % en 2007, les engagements du secteur des transports et télécommunications augmentent de 24,3 % en 2008. En liaison avec la phase d'expansion des crédits, les taux de créances douteuses des différents secteurs baissent mécaniquement en 2008.

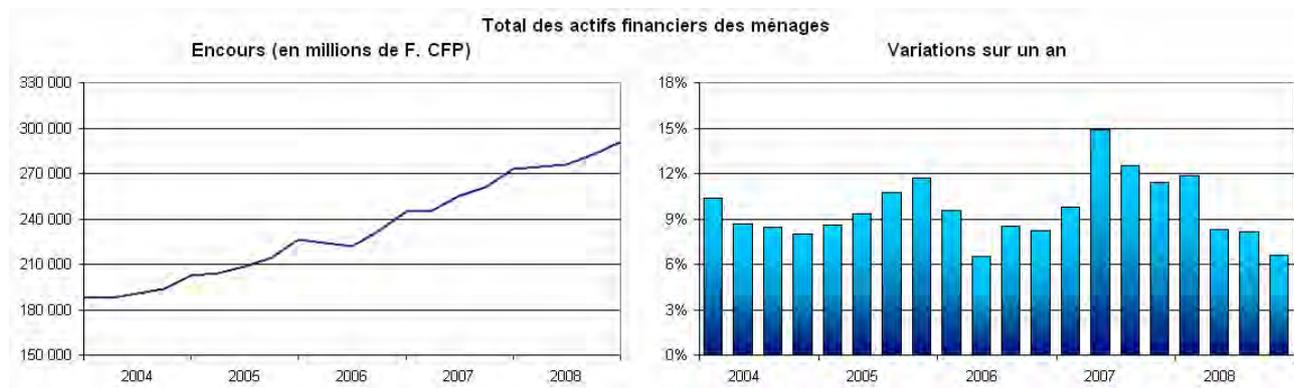
<sup>1</sup> Le périmètre de déclaration au SCR diffère de celui des concours pour sa partie concernant les établissements de crédits situés hors de la zone d'émission.

## Des ménages qui investissent

Le taux de croissance de l'endettement des ménages continue d'accélérer en 2008 pour s'établir à 11,8 %, (après + 10,6 % en 2007), sous la poussée des crédits à l'habitat dont l'encours se développe de 13,6 % (+12,4 % en 2007). En matière de consommation, l'endettement des ménages progresse de 5,5 % en 2008 après une hausse de 4,4 % en 2007.



Les actifs financiers des ménages, pour leur part, voient leur rythme de croissance ralentir à 6,5 % en 2008 après avoir atteint 11,4 % en 2007. Parmi les placements, on note une large préférence pour les comptes à terme, lesquels progressent au rythme de 31,3 % en 2008 après + 58,6 %. Les contrats d'assurance-vie<sup>1</sup> marquent le pas en 2008 avec une hausse de 3,6 % en douze mois après une progression de 15,8 % en 2007.



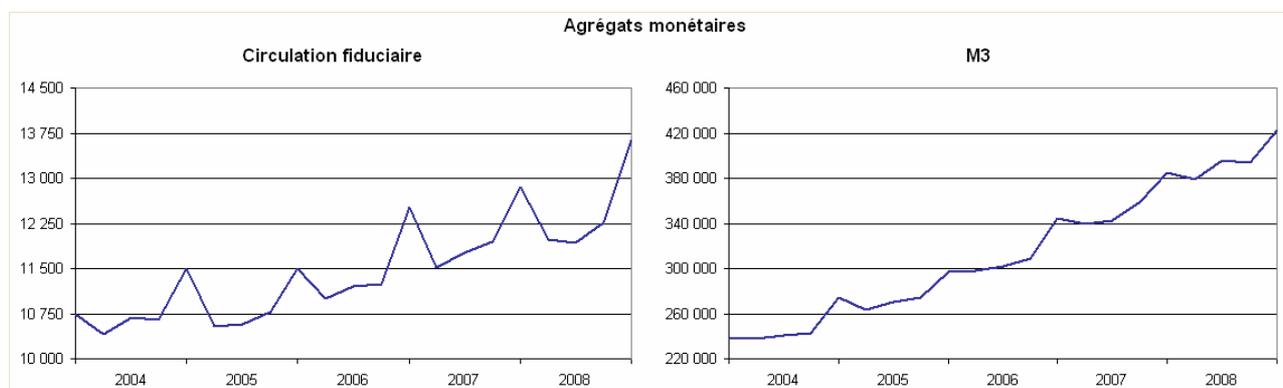
On observe en 2008 que les indicateurs de vulnérabilité de la trésorerie des ménages tendent à se dégrader avec des incidents de paiement sur chèques ainsi que des interdicts bancaires (particuliers) qui ont progressé respectivement de 21,9 % et 5,9 %. Les retraits de cartes bancaires, pour leur part, connaissent un recul de 1,0 % en 2008 contre une hausse de 23,6 % en 2007.

<sup>1</sup> Les encours d'assurance-vie collectés par les sociétés d'assurance qui ne sont pas filiales des établissements de crédit de la place ne font pas l'objet de déclarations auprès de l'IEOM. De ce fait, l'encours présenté dans ce bulletin n'est pas exhaustif.

## 2. La masse monétaire et ses contreparties

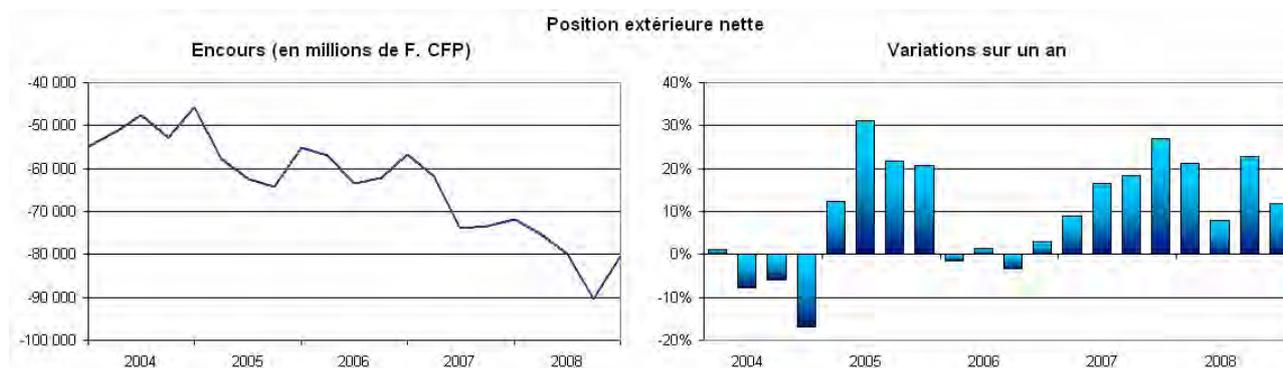
### 2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an
<b>Circulation fiduciaire</b>	10 748	11 499	11 504	12 517	12 846	11 973	11 919	12 266	13 626	11,1%	6,1%
<i>Billets</i>	9 626	10 324	10 273	11 225	11 461	10 584	10 516	10 840	12 159	12,2%	6,1%
<i>Pièces</i>	1 122	1 175	1 231	1 292	1 385	1 389	1 403	1 426	1 467	2,9%	5,9%
Dépôts à vue	104 416	133 907	146 026	177 762	188 185	168 962	179 428	167 969	196 491	17,0%	4,4%
<b>TOTAL M1</b>	<b>115 164</b>	<b>145 406</b>	<b>157 530</b>	<b>190 279</b>	<b>201 031</b>	<b>180 935</b>	<b>191 347</b>	<b>180 235</b>	<b>210 117</b>	<b>16,6%</b>	<b>4,5%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>53 682</b>	<b>58 134</b>	<b>63 336</b>	<b>65 726</b>	<b>68 386</b>	<b>70 241</b>	<b>71 249</b>	<b>72 140</b>	<b>75 850</b>	<b>5,1%</b>	<b>10,9%</b>
Comptes sur livrets	53 136	57 419	62 560	64 894	67 636	69 508	70 526	71 431	75 157	5,2%	11,1%
Comptes épargne logement	546	715	776	832	750	733	723	709	693	-2,3%	-7,6%
<b>TOTAL M2</b>	<b>168 846</b>	<b>203 540</b>	<b>220 866</b>	<b>256 005</b>	<b>269 417</b>	<b>251 176</b>	<b>262 596</b>	<b>252 375</b>	<b>285 967</b>	<b>13,3%</b>	<b>6,1%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>68 518</b>	<b>70 778</b>	<b>76 523</b>	<b>88 031</b>	<b>115 615</b>	<b>127 833</b>	<b>133 090</b>	<b>141 908</b>	<b>136 777</b>	<b>-3,6%</b>	<b>18,3%</b>
Dépôts à terme	67 512	69 908	75 697	87 247	114 982	127 196	132 456	141 401	136 236	-3,7%	18,5%
Bons de caisse	1 006	870	826	784	633	637	634	507	541	6,7%	-14,5%
<b>Total M3</b>	<b>237 364</b>	<b>274 318</b>	<b>297 389</b>	<b>344 036</b>	<b>385 032</b>	<b>379 009</b>	<b>395 686</b>	<b>394 283</b>	<b>422 744</b>	<b>7,2%</b>	<b>9,8%</b>
<b>P1</b>	<b>3 515</b>	<b>4 605</b>	<b>5 655</b>	<b>5 969</b>	<b>5 123</b>	<b>5 003</b>	<b>4 854</b>	<b>4 499</b>	<b>4 301</b>	<b>-4,4%</b>	<b>-16,0%</b>
Plans d'épargne logement	3 483	4 570	5 618	5 929	5 074	4 953	4 794	4 441	4 245	-4,4%	-16,3%
Autres compte d'épargne à régime spécial	32	35	37	40	49	50	60	58	56	-3,4%	14,3%
<b>M3+P1</b>	<b>240 879</b>	<b>278 923</b>	<b>303 044</b>	<b>350 005</b>	<b>390 155</b>	<b>384 012</b>	<b>400 540</b>	<b>398 782</b>	<b>427 045</b>	<b>7,1%</b>	<b>9,5%</b>



### 2.2 Les contreparties de la masse monétaire

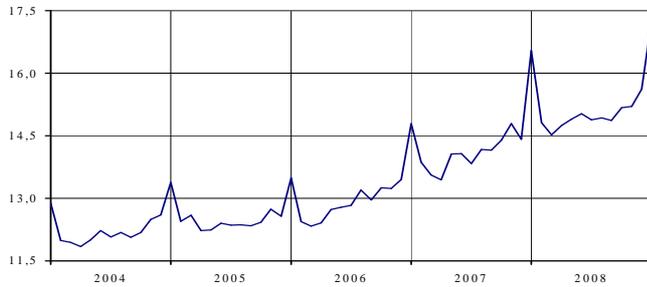
Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>50 711</b>	<b>78 525</b>	<b>87 963</b>	<b>94 440</b>	<b>101 503</b>	<b>103 489</b>	<b>101 635</b>	<b>86 850</b>	<b>98 618</b>	<b>13,5%</b>	<b>-2,8%</b>
Institut d'émission	18 149	19 007	19 116	24 770	27 621	25 354	24 632	15 689	25 795	64,4%	-6,6%
Etablissements de crédit	32 562	59 518	68 847	69 670	73 882	78 135	77 003	71 161	72 823	2,3%	-1,4%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>9 365</b>	<b>9 614</b>	<b>11 642</b>	<b>12 884</b>	<b>14 304</b>	<b>14 033</b>	<b>14 346</b>	<b>14 405</b>	<b>16 070</b>	<b>11,6%</b>	<b>12,3%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>177 288</b>	<b>186 179</b>	<b>197 784</b>	<b>236 712</b>	<b>269 225</b>	<b>261 487</b>	<b>279 705</b>	<b>293 028</b>	<b>308 056</b>	<b>5,1%</b>	<b>14,4%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	310 815	345 038	382 003	426 523	482 429	488 985	502 903	523 356	537 129	2,6%	11,3%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	133 527	158 859	184 219	189 811	213 204	227 498	223 198	230 328	229 073	-0,5%	7,4%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	29 919	32 994	35 959	39 734	44 306	44 797	47 688	47 451	47 470	0,0%	7,1%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	11 194	10 882	10 007	9 929	9 943	10 046	10 120	10 086	9 627	-4,6%	-3,2%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	87 351	105 129	123 914	126 375	145 815	153 290	156 851	161 502	153 308	-5,1%	5,1%
<i>Epargne contractuelle</i>	3 515	4 605	5 656	5 969	5 123	5 003	4 854	4 500	4 303	-4,4%	-16,0%
<i>Divers</i>	1 548	5 249	8 683	7 804	8 017	14 362	3 685	6 789	14 365	111,6%	79,2%
<b>Total M3</b>	<b>237 364</b>	<b>274 318</b>	<b>297 389</b>	<b>344 036</b>	<b>385 032</b>	<b>379 009</b>	<b>395 686</b>	<b>394 283</b>	<b>422 744</b>	<b>7,2%</b>	<b>9,8%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-54 789</b>	<b>-45 611</b>	<b>-55 067</b>	<b>-56 705</b>	<b>-71 933</b>	<b>-75 155</b>	<b>-79 848</b>	<b>-90 341</b>	<b>-80 485</b>	<b>-10,9%</b>	<b>11,9%</b>



## 2.3 La circulation fiduciaire

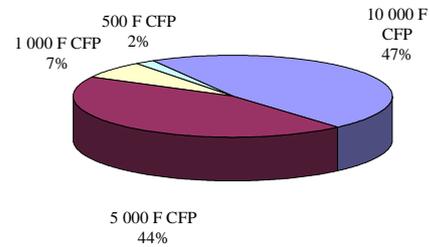
### Evolution mensuelle de l'émission nette de billets en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

### Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin décembre 2008

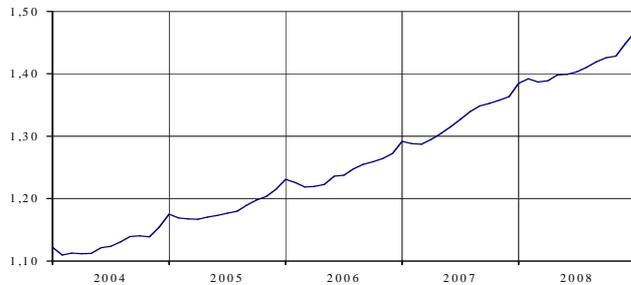


Source : IEOM

Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an	
<b>En nombre</b>	<b>3 703 197</b>	<b>3 804 558</b>	<b>3 788 421</b>	<b>4 055 647</b>	<b>4 351 857</b>	<b>3 790 167</b>	<b>3 825 558</b>	<b>3 931 530</b>	<b>4 403 272</b>	<b>12,0%</b>	<b>1,2%</b>	
10 000 F CFP	564 853	602 953	589 185	649 091	735 791	691 929	704 594	712 363	809 158	13,6%	10,0%	
5 000 F CFP	1 129 090	1 147 681	1 213 078	1 337 874	1 501 818	1 286 730	1 284 175	1 312 207	1 507 125	14,9%	0,4%	
1 000 F CFP	1 163 566	1 168 211	1 073 001	1 148 253	1 242 714	969 042	1 003 339	1 064 666	1 222 067	14,8%	-1,7%	
500 F CFP	845 688	885 713	913 157	920 429	871 534	842 466	833 450	842 294	864 922	2,7%	-0,8%	
<b>En millions de F CFP</b>	<b>12 880</b>	<b>13 379</b>	<b>13 487</b>	<b>14 789</b>	<b>16 546</b>	<b>14 743</b>	<b>14 887</b>	<b>15 170</b>	<b>17 282</b>	<b>13,9%</b>	<b>4,5%</b>	
10 000 F CFP	5 649	6 030	5 892	6 491	7 358	6 919	7 046	7 124	8 092	13,6%	10,0%	
5 000 F CFP	5 646	5 738	6 065	6 689	7 509	6 434	6 421	6 561	7 536	14,9%	0,4%	
1 000 F CFP	1 164	1 168	1 073	1 148	1 243	969	1 003	1 065	1 222	14,8%	-1,7%	
500 F CFP	423	443	457	460	436	421	417	421	433	2,7%	-0,8%	

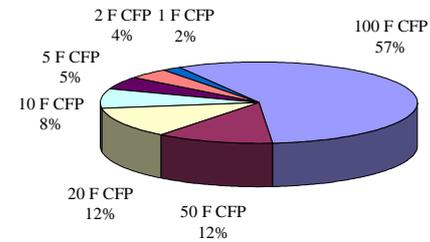
### Evolution mensuelle de l'émission nette de pièces en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

### Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de pièces CFP à fin décembre 2008



Source : IEOM

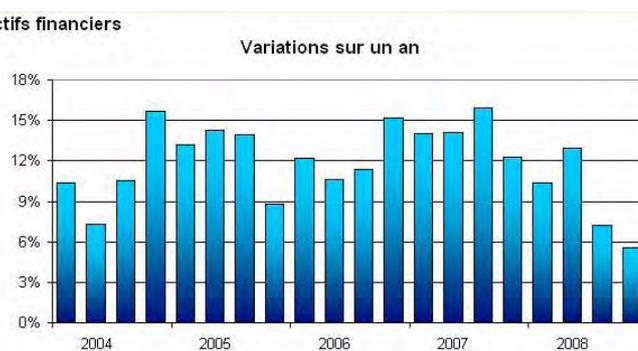
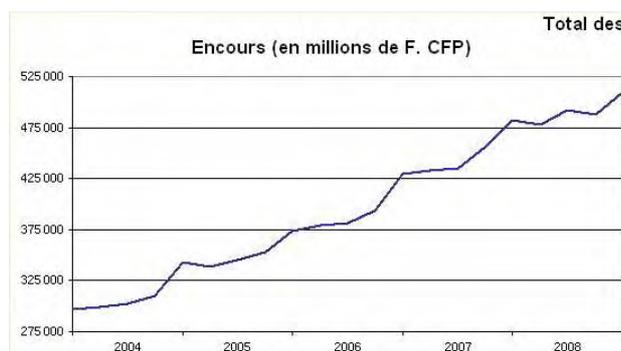
Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an	
<b>En nombre</b>	<b>85 647 003</b>	<b>89 823 578</b>	<b>94 200 663</b>	<b>98 917 590</b>	<b>104 539 836</b>	<b>105 557 801</b>	<b>106 757 985</b>	<b>108 487 564</b>	<b>110 640 701</b>	<b>2,0%</b>	<b>5,8%</b>	
100 F CFP	6 351 798	6 682 812	6 994 320	7 327 385	7 938 841	7 928 374	8 022 194	8 133 450	8 378 492	3,0%	5,5%	
50 F CFP	2 747 762	2 835 194	2 953 282	3 093 093	3 257 982	3 244 748	3 250 696	3 318 716	3 440 760	3,7%	5,6%	
20 F CFP	6 506 350	6 778 566	7 167 381	7 529 363	7 974 330	8 053 308	8 148 271	8 320 773	8 537 805	2,6%	7,1%	
10 F CFP	9 473 648	9 828 506	10 270 149	10 818 837	11 479 900	11 660 379	11 807 864	11 983 358	12 307 884	2,7%	7,2%	
5 F CFP	10 661 616	11 250 691	11 828 033	12 649 908	13 461 161	13 739 936	13 774 356	14 006 654	14 473 084	3,3%	7,5%	
2 F CFP	21 063 441	22 381 310	23 542 956	24 612 881	26 045 406	26 213 888	26 621 414	27 144 416	27 443 451	1,1%	5,4%	
1 F CFP	28 842 388	30 066 499	31 444 542	32 886 123	34 382 216	34 717 168	35 133 190	35 580 197	36 059 225	1,3%	4,9%	
<b>En millions de F CFP</b>	<b>1 122</b>	<b>1 175</b>	<b>1 231</b>	<b>1 292</b>	<b>1 385</b>	<b>1 389</b>	<b>1 403</b>	<b>1 425</b>	<b>1 467</b>	<b>2,9%</b>	<b>5,9%</b>	
100 F CFP	635	668	699	733	794	793	802	813	838	3,0%	5,5%	
50 F CFP	137	142	148	155	163	162	163	166	172	3,7%	5,6%	
20 F CFP	130	136	143	151	160	161	163	166	171	2,6%	7,1%	
10 F CFP	95	98	103	108	115	117	118	120	123	2,8%	7,2%	
5 F CFP	53	56	59	63	67	69	69	70	72	3,4%	7,6%	
2 F CFP	42	45	47	49	52	52	53	54	55	1,1%	5,4%	
1 F CFP	29	30	31	33	34	35	35	36	36	1,4%	4,9%	

## 3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

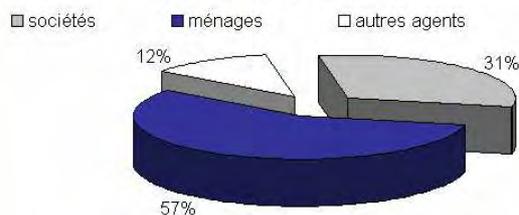
*Nota : suite à la régularisation d'un établissement de crédit de la place, les contrats d'assurance-vie ont été modifiés pour les mois juin 2006 à mars 2008.*

### 3.1 Les actifs par agent

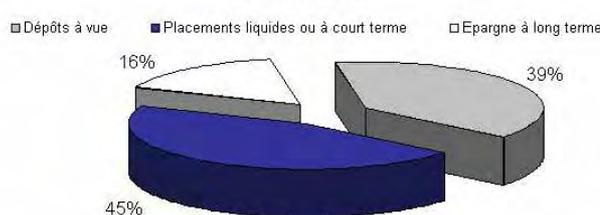
Actifs par agent	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an	
<b>Sociétés</b>	73 286	101 533	106 275	136 863	155 149	148 131	154 745	146 837	157 876	7,5%	1,8%	
<b>Dépôts à vue</b>	41 004	63 014	68 591	89 121	97 209	83 170	93 419	78 877	101 369	28,5%	4,3%	
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	31 246	32 999	36 096	45 387	54 601	61 792	59 976	66 629	55 518	-16,7%	1,7%	
Comptes d'épargne à régime spécial	313	640	761	275	259	225	187	299	261	-12,7%	0,8%	
Placements indexés sur les taux du marché	30 933	32 359	35 335	45 112	54 342	61 567	59 789	66 330	55 257	-16,7%	1,7%	
<i>dont comptes à terme</i>	27 792	30 219	33 801	40 449	47 909	55 817	53 656	61 082	52 067	-14,8%	8,7%	
<i>dont OPCVM monétaires</i>	3 141	2 140	1 534	4 663	6 433	5 751	6 134	5 249	3 190	-39,2%	-50,4%	
<b>Placements à long terme</b>	1 036	5 520	1 588	2 355	3 339	3 169	1 350	1 331	989	-25,7%	-70,4%	
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	1 004	5 466	1 409	2 343	2 060	3 166	1 348	1 329	988	-25,7%	-52,0%	
<b>Ménages</b>	187 736	202 746	226 527	245 171	273 080	274 708	276 174	282 672	290 908	2,9%	6,5%	
<b>Dépôts à vue</b>	50 368	56 280	60 923	67 370	71 436	67 718	67 706	70 153	74 900	6,8%	4,8%	
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	82 752	84 792	95 421	99 734	117 662	123 646	126 407	130 728	134 694	3,0%	14,5%	
Comptes d'épargne à régime spécial	51 040	55 311	59 894	62 556	64 704	66 894	67 814	68 159	72 269	6,0%	11,7%	
<i>Livrets ordinaires</i>	39 377	43 119	47 237	49 155	50 645	52 571	53 091	53 219	56 339	5,9%	11,2%	
<i>Livrets A et bleus</i>	11 118	11 331	11 701	12 318	13 047	13 318	13 725	13 962	14 946	7,0%	14,6%	
<i>Livrets jeunes</i>	0	146	188	253	265	275	278	272	294	8,1%	10,9%	
<i>Comptes d'épargne logement</i>	546	715	768	830	747	730	720	706	690	-2,3%	-7,6%	
Placements indexés sur les taux du marché	31 712	29 481	35 527	37 178	52 958	56 752	58 593	62 569	62 425	-0,2%	17,9%	
<i>dont comptes à terme</i>	19 426	18 006	20 713	23 006	36 489	38 231	40 026	45 213	47 914	6,0%	31,3%	
<i>dont bons de caisse</i>	1 006	870	826	784	633	637	634	507	541	6,7%	-14,5%	
<i>dont OPCVM monétaires</i>	11 280	10 605	13 989	13 389	15 836	17 884	17 934	16 850	13 971	-17,1%	-11,8%	
<b>Placements à long terme</b>	54 616	61 674	70 183	78 067	83 982	83 344	82 061	81 791	81 314	-0,6%	-3,2%	
<i>Plans d'épargne logement</i>	3 483	4 568	5 602	5 892	5 018	4 917	4 761	4 416	4 239	-4,0%	-15,5%	
<i>Autres comptes d'épargne</i>	32	35	37	40	49	50	60	58	56	-3,4%	14,3%	
<i>Portefeuille-titres</i>	3 829	4 171	3 560	4 482	4 575	3 902	3 597	3 158	2 615	-17,2%	-42,8%	
<i>OPCVM non monétaires</i>	6 294	5 904	7 803	6 317	4 408	4 968	3 205	2 797	1 966	-29,7%	-55,4%	
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	40 978	46 996	53 181	61 336	69 932	69 507	70 438	71 362	72 438	1,5%	3,6%	
<b>Autres agents</b>	35 706	38 902	40 510	47 911	54 550	54 531	61 184	58 566	60 605	3,5%	11,1%	
<b>Dépôts à vue</b>	13 044	14 613	16 512	21 271	19 540	18 074	18 303	18 938	20 222	6,8%	3,5%	
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	22 642	24 279	23 924	26 710	34 052	36 270	42 065	38 834	39 620	2,0%	16,4%	
Comptes d'épargne à régime spécial	2 328	2 184	2 680	2 895	3 445	3 122	3 248	3 683	3 319	-9,9%	-3,7%	
Placements indexés sur les taux du marché	20 314	22 095	21 244	23 815	30 607	33 148	38 817	35 151	36 301	3,3%	18,6%	
<i>dont comptes à terme</i>	20 294	21 682	21 183	23 792	30 585	33 148	38 775	35 106	36 255	3,3%	18,5%	
<b>Placements à long terme</b>	20	10	74	-70	958	187	816	794	763	-3,9%	-20,4%	
<b>TOTAL</b>	296 728	343 181	373 312	429 945	482 779	477 370	492 103	488 075	509 389	4,4%	5,5%	
<b>Dépôts à vue</b>	104 416	133 907	146 026	177 762	188 185	168 962	179 428	167 968	196 491	17,0%	4,4%	
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	136 640	142 070	155 441	171 831	206 315	221 708	228 448	236 191	229 832	-2,7%	11,4%	
Comptes d'épargne à régime spécial	53 681	58 135	63 335	65 726	68 408	70 241	71 249	72 141	75 849	5,1%	10,9%	
Placements indexés sur les taux du marché	82 959	83 935	92 106	106 105	137 907	151 467	157 199	164 050	153 983	-6,1%	11,7%	
<b>Placements à long terme</b>	55 672	67 204	71 845	80 352	88 279	86 700	84 227	83 916	83 066	-1,0%	-5,9%	



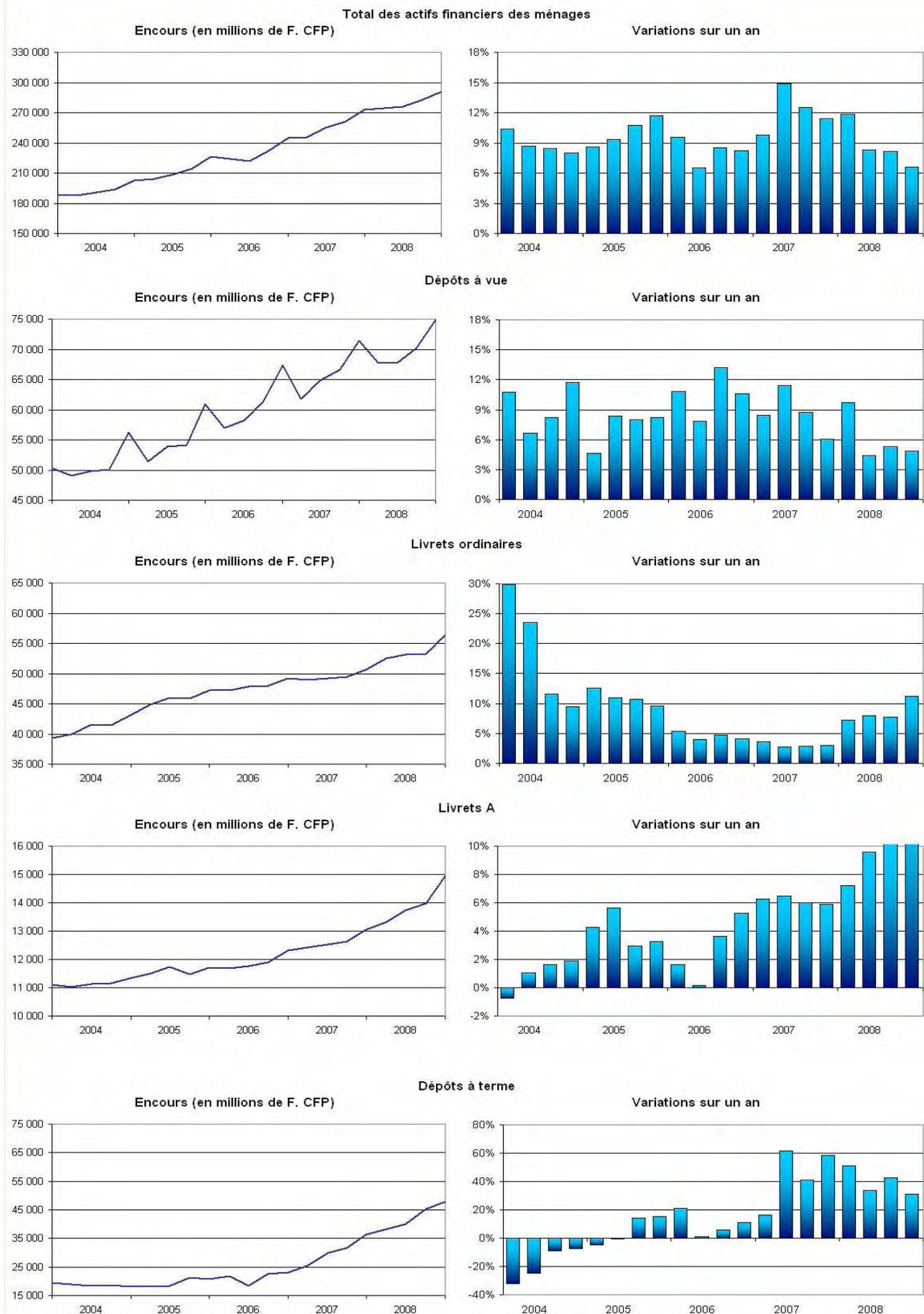
Répartition des actifs financiers par agent économique  
décembre 2008



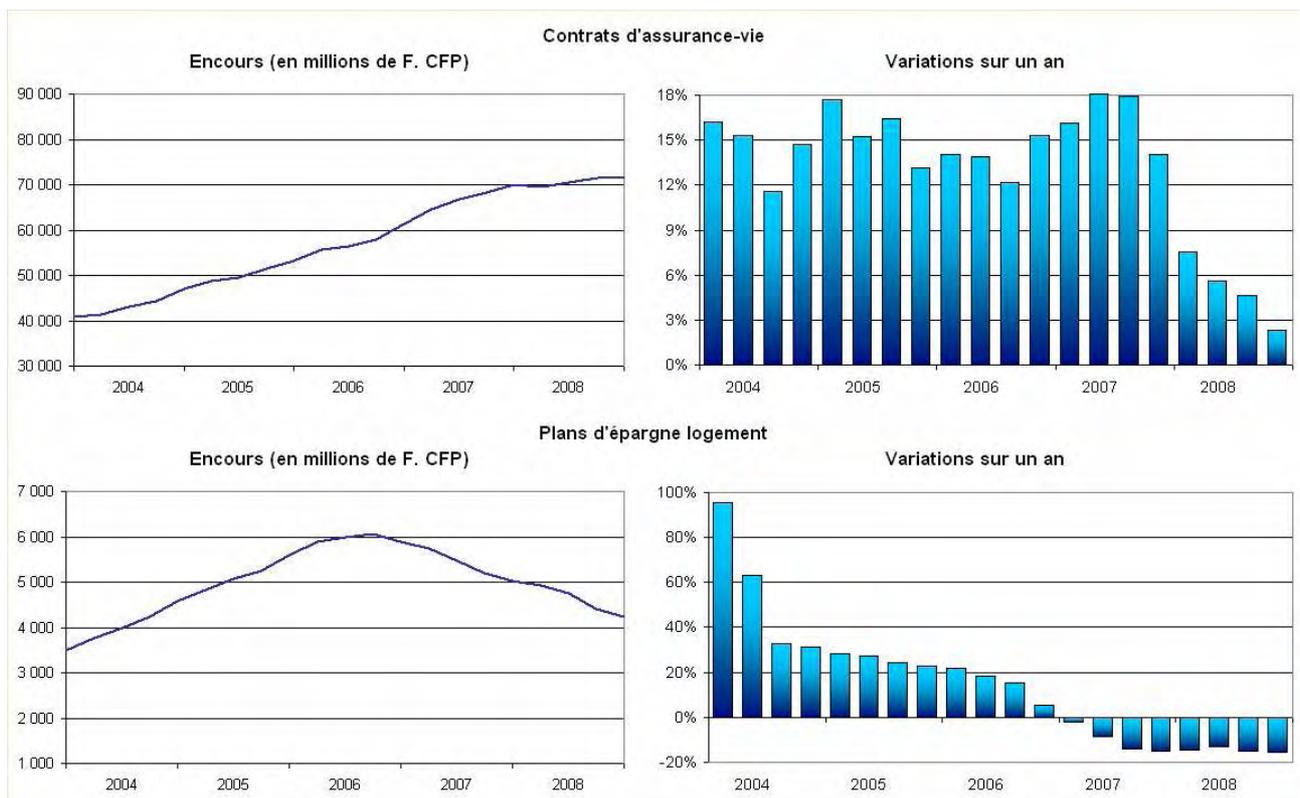
Répartition des actifs financiers par nature  
décembre 2008



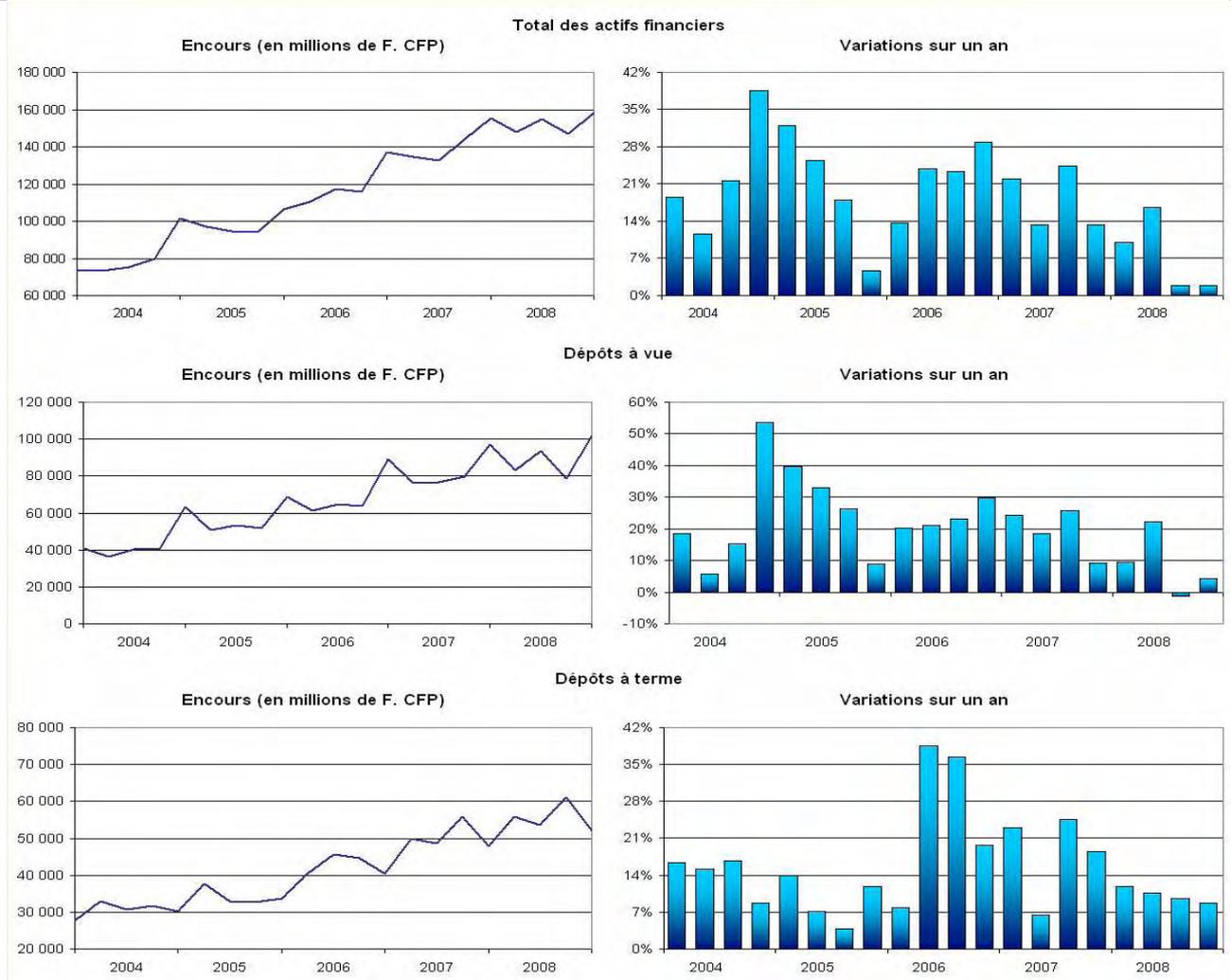
## Les avoirs des ménages



# Conjoncture financière et bancaire



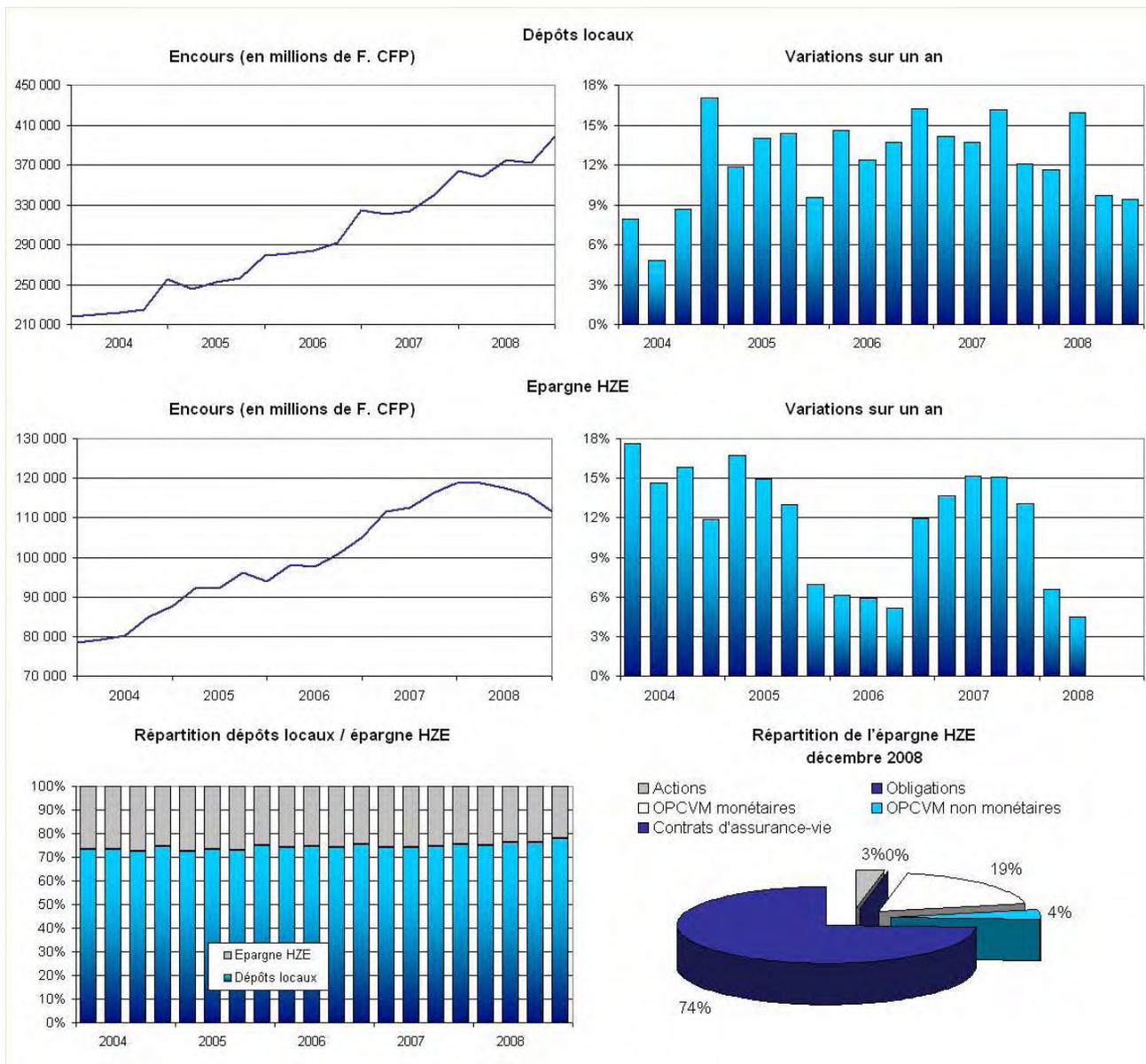
## Les avoirs des sociétés



# Conjoncture financière et bancaire

## 3.2 Les actifs par nature

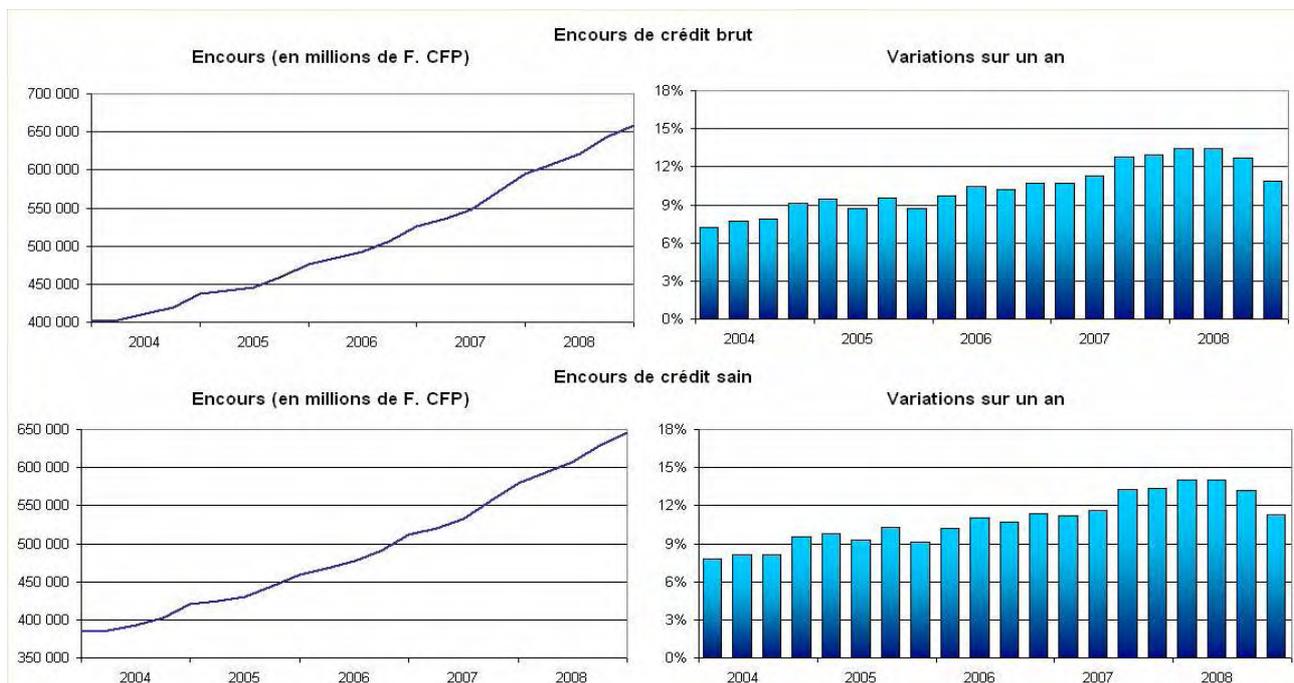
Actifs par nature	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	218 050	255 183	279 473	324 874	363 990	358 451	374 639	372 225	398 219	7,0%	9,4%
<b>Dépôts à vue</b>	104 416	133 907	146 026	177 762	188 185	168 962	179 428	167 969	196 491	17,0%	4,4%
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	45 116	50 498	56 924	59 081	60 190	61 656	62 121	62 348	64 951	4,2%	7,9%
Livrets ordinaires	41 055	45 032	50 304	52 027	54 073	55 645	56 265	56 867	59 660	4,9%	10,3%
Livrets jeunes	0	146	188	253	265	275	279	273	295	8,1%	11,3%
Comptes d'épargne logement	546	715	776	832	750	733	723	709	693	-2,3%	-7,6%
Plans d'épargne logement	3 483	4 570	5 618	5 929	5 053	4 953	4 794	4 441	4 245	-4,4%	-16,0%
Autres comptes d'épargne	32	35	38	40	49	50	60	58	58	0,0%	18,4%
<b>Dépôts à terme</b>	67 512	69 908	75 697	87 247	114 982	127 196	132 456	141 401	136 236	-3,7%	18,5%
<b>Bons de caisse</b>	1 006	870	826	784	633	637	634	507	541	6,7%	-14,5%
<b>Epargne HZE</b>	78 430	87 743	93 839	106 017	118 790	118 921	117 465	115 851	111 169	-4,0%	-6,4%
Livrets A et bleus	11 833	11 988	12 067	12 614	13 320	13 589	13 982	14 291	15 200	6,4%	14,1%
Actions	2 403	2 826	2 993	4 398	5 771	3 821	3 522	3 083	2 539	-17,6%	-56,0%
Obligations	1 463	1 398	746	95	83	84	78	78	78	0,0%	-6,0%
OPCVM monétaires	14 440	13 157	15 583	18 075	22 292	23 634	24 110	22 143	17 205	-22,3%	-22,8%
OPCVM non monétaires	7 313	11 378	9 269	9 499	7 392	8 286	5 335	4 894	3 709	-24,2%	-49,8%
Contrats d'assurance-vie	40 978	46 996	53 181	61 336	69 932	69 507	70 438	71 362	72 438	1,5%	3,6%
<b>TOTAL</b>	<b>296 480</b>	<b>342 926</b>	<b>373 312</b>	<b>430 891</b>	<b>482 780</b>	<b>477 372</b>	<b>492 104</b>	<b>488 076</b>	<b>509 388</b>	<b>4,4%</b>	<b>5,5%</b>



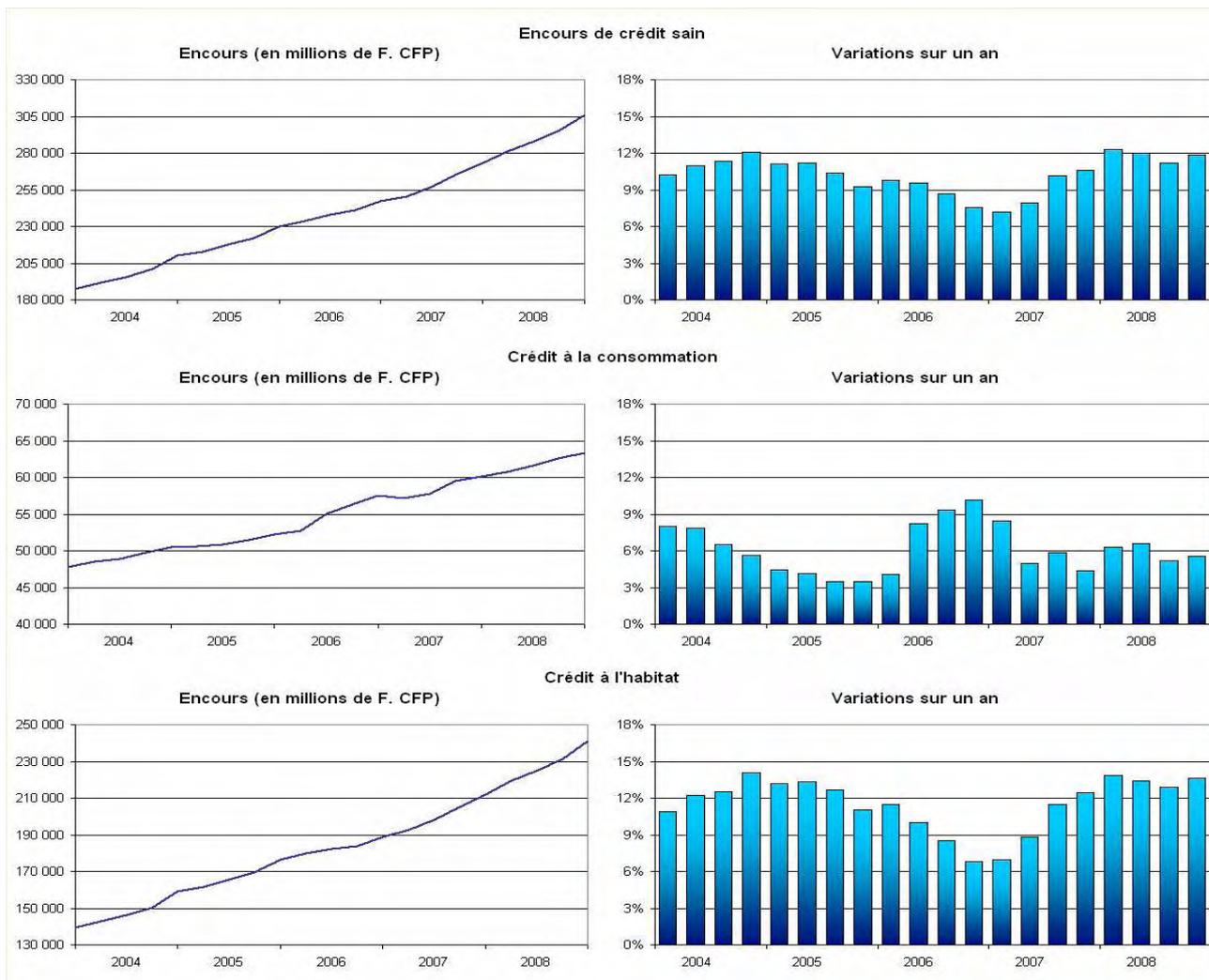
## 4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

### 4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit

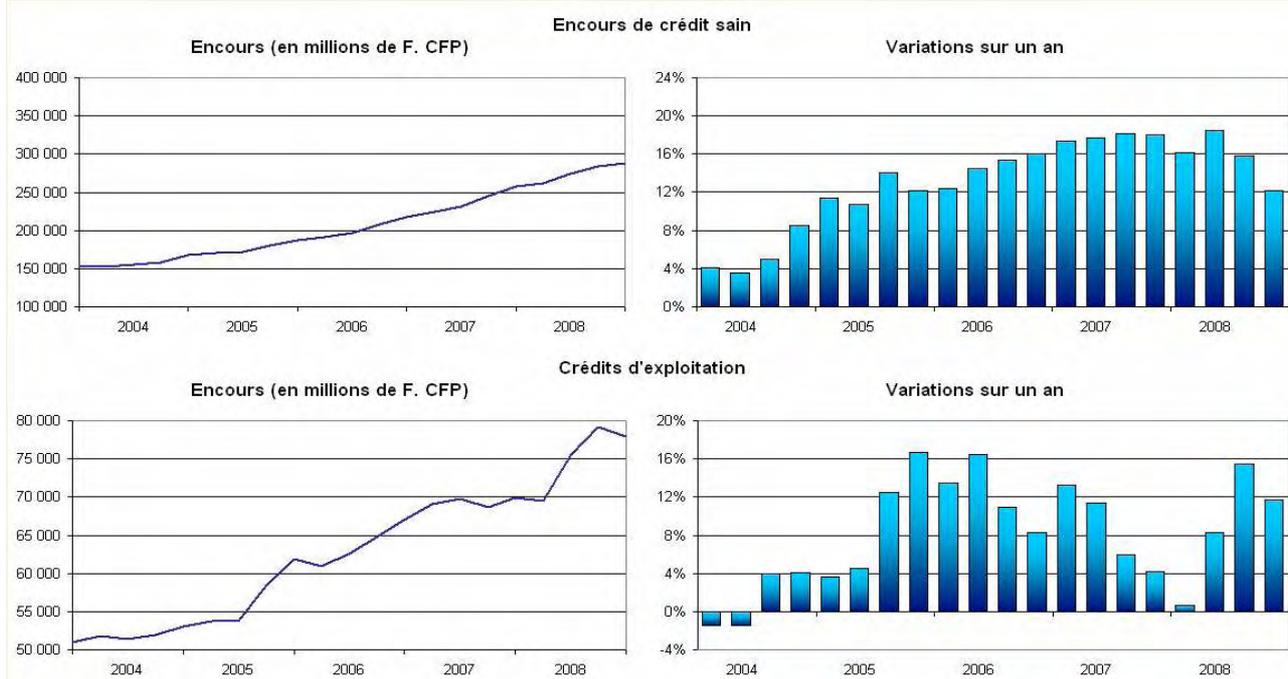
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>154 136</b>	<b>167 232</b>	<b>187 530</b>	<b>217 667</b>	<b>256 989</b>	<b>261 077</b>	<b>273 883</b>	<b>284 011</b>	<b>291 031</b>	<b>2,5%</b>	<b>13,2%</b>
Crédits d'exploitation	51 002	53 060	61 903	67 020	69 840	69 472	75 587	79 214	77 994	-1,5%	11,7%
Créances commerciales	3 959	3 772	3 951	3 125	3 527	3 030	3 851	3 521	3 893	10,6%	10,4%
Crédits de trésorerie	27 821	28 132	30 598	34 750	40 278	39 748	44 839	46 649	43 022	-7,8%	6,8%
dont entrepreneurs individuels	2 399	1 870	1 682	1 688	1 649	1 417	1 401	1 451	1 382	-4,8%	-16,2%
Comptes ordinaires débiteurs	19 222	21 156	27 354	29 145	26 035	26 694	26 897	29 044	31 079	7,0%	19,4%
Crédits d'investissement	73 047	78 427	86 480	99 476	120 218	125 581	129 475	134 937	139 716	3,5%	16,2%
Crédits à l'équipement	64 994	69 463	76 293	89 514	109 779	115 273	119 182	124 340	129 454	4,1%	17,9%
dont entrepreneurs individuels	5 786	6 063	6 173	6 585	7 362	7 762	7 918	8 183	8 175	-0,1%	11,0%
Crédit-bail	8 053	8 964	10 187	9 962	10 439	10 308	10 293	10 597	10 262	-3,2%	-1,7%
Crédits à la construction	29 345	34 682	37 425	46 254	60 560	59 626	62 258	62 736	66 089	5,3%	9,1%
Autres crédits	742	1 063	1 722	4 917	6 371	6 398	6 563	7 124	7 232	1,5%	13,5%
<b>Ménages</b>	<b>187 713</b>	<b>210 313</b>	<b>229 766</b>	<b>247 192</b>	<b>273 373</b>	<b>281 422</b>	<b>288 032</b>	<b>295 372</b>	<b>305 711</b>	<b>3,5%</b>	<b>11,8%</b>
Crédits à la consommation	47 762	50 465	52 233	57 553	60 065	60 761	61 611	62 636	63 391	1,2%	5,5%
Crédits de trésorerie	36 834	37 991	38 811	41 760	44 324	44 374	45 353	46 654	47 687	2,2%	7,6%
Comptes ordinaires débiteurs	3 196	2 767	2 881	4 007	2 602	3 284	3 100	2 925	2 895	-1,0%	11,3%
Crédit-bail	7 732	9 707	10 541	11 786	13 139	13 103	13 158	13 057	12 809	-1,9%	-2,5%
Crédits à l'habitat	139 469	159 099	176 625	188 682	212 123	219 235	224 919	231 415	241 031	4,2%	13,6%
Autres crédits	482	749	908	957	1 185	1 426	1 502	1 321	1 289	-2,4%	8,8%
<b>Collectivités locales</b>	<b>36 556</b>	<b>34 597</b>	<b>33 549</b>	<b>34 091</b>	<b>39 151</b>	<b>42 483</b>	<b>37 544</b>	<b>38 750</b>	<b>39 058</b>	<b>0,8%</b>	<b>-0,2%</b>
Crédits d'exploitation	1 413	670	1 565	2 088	7 152	8 345	4 779	4 708	4 967	5,5%	-30,6%
Crédits de trésorerie	897	313	1 322	1 436	7 074	8 268	4 695	4 669	4 899	4,9%	-30,7%
Comptes ordinaires débiteurs	516	357	243	652	78	77	84	39	68	74,4%	-12,8%
Crédits d'investissement	33 187	31 641	30 578	30 807	30 948	33 099	31 789	33 079	33 089	0,0%	6,9%
Crédits à l'équipement	33 187	31 639	30 565	30 790	30 906	33 043	31 732	33 010	33 028	0,1%	6,9%
Crédit-bail	0	2	13	17	42	56	57	69	61	-11,6%	45,2%
Crédits à l'habitat	1 217	1 604	784	637	557	548	516	507	488	-3,7%	-12,4%
Autres crédits	739	682	622	559	494	491	460	456	514	12,7%	4,0%
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>5 543</b>	<b>8 548</b>	<b>8 227</b>	<b>12 466</b>	<b>10 388</b>	<b>8 008</b>	<b>7 779</b>	<b>11 294</b>	<b>9 985</b>	<b>-11,6%</b>	<b>-3,9%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>383 948</b>	<b>420 690</b>	<b>459 072</b>	<b>511 416</b>	<b>579 901</b>	<b>592 990</b>	<b>607 238</b>	<b>629 427</b>	<b>645 785</b>	<b>2,6%</b>	<b>11,4%</b>
Créances douteuses brutes	16 864	16 726	16 338	15 014	14 505	14 503	14 435	14 264	13 736	-3,7%	-5,3%
Créances douteuses nettes	5 667	5 844	6 331	5 085	4 561	4 457	4 315	4 178	4 109	-1,7%	-9,9%
dont entreprises	3 771	3 978	3 881	3 298	2 583	2 572	2 506	2 391	2 203	-7,9%	-14,7%
dont ménages	1 555	1 495	1 611	1 713	1 923	1 836	1 757	1 728	1 860	7,6%	-3,3%
Provisions	11 197	10 882	10 007	9 929	9 944	10 046	10 120	10 086	9 627	-4,6%	-3,2%
<b>Total encours brut</b>	<b>400 812</b>	<b>437 416</b>	<b>475 410</b>	<b>526 430</b>	<b>594 406</b>	<b>607 493</b>	<b>621 673</b>	<b>643 691</b>	<b>659 521</b>	<b>2,5%</b>	<b>11,0%</b>
Taux de créances douteuses	4,4%	4,0%	3,6%	2,9%	2,5%	2,4%	2,4%	2,3%	2,1%	-0,1 pt	-0,4 pt
Taux de provisionnement	66,4%	65,1%	61,2%	66,1%	68,6%	69,3%	70,1%	70,7%	70,1%	-0,6 pt	1,5 pt



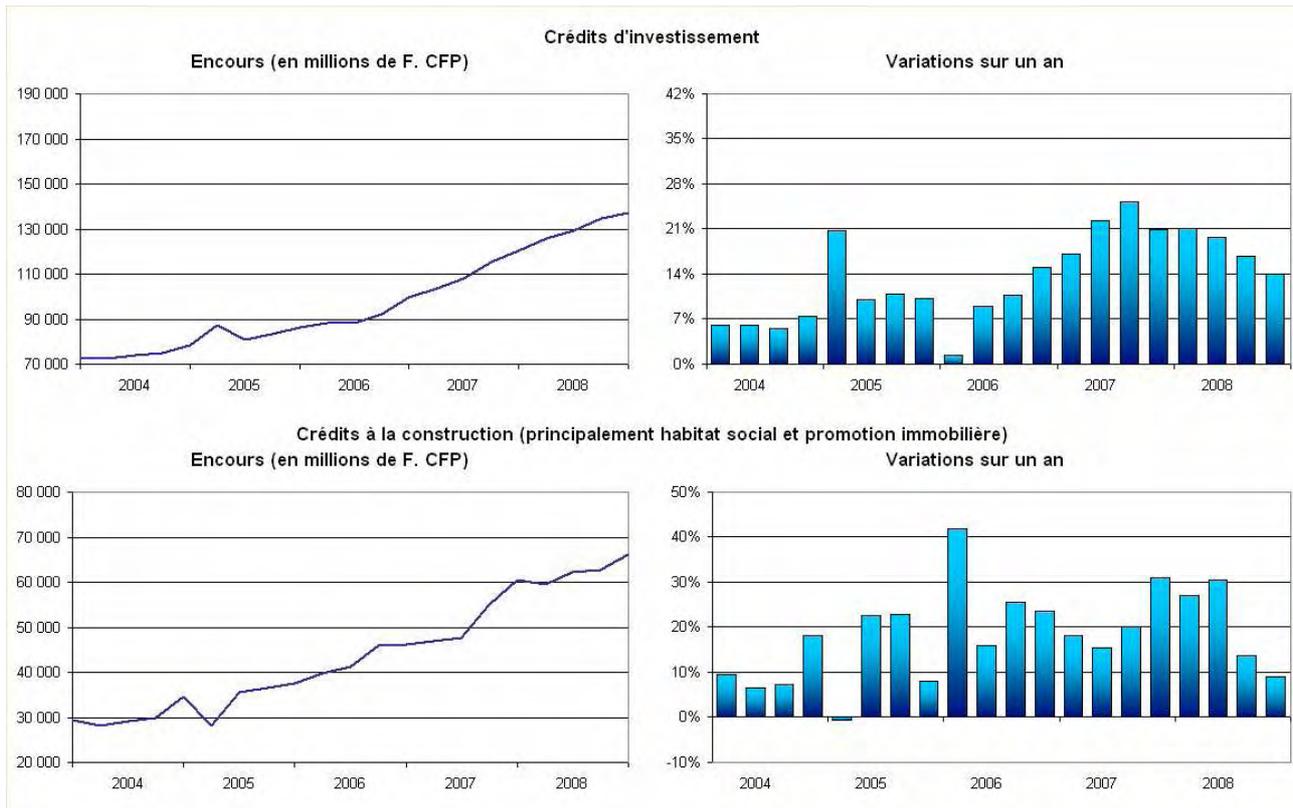
## L'endettement des ménages



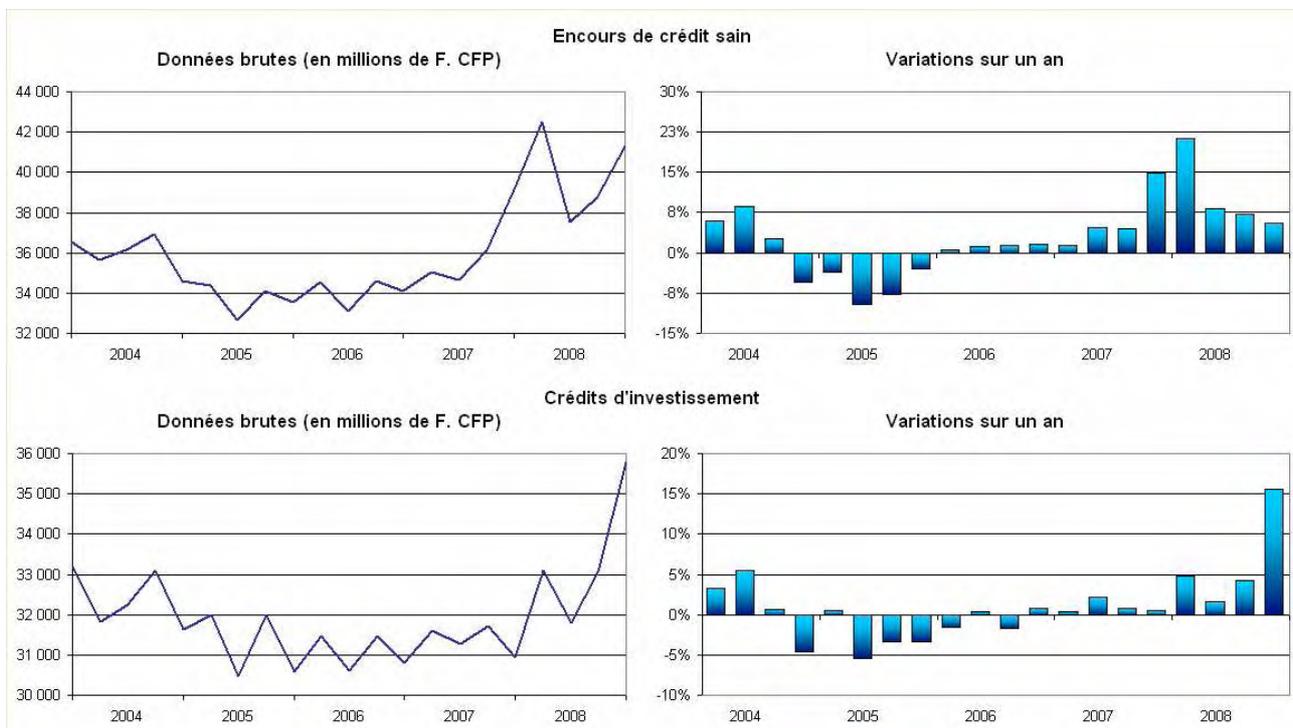
## L'endettement des entreprises



# Conjoncture financière et bancaire



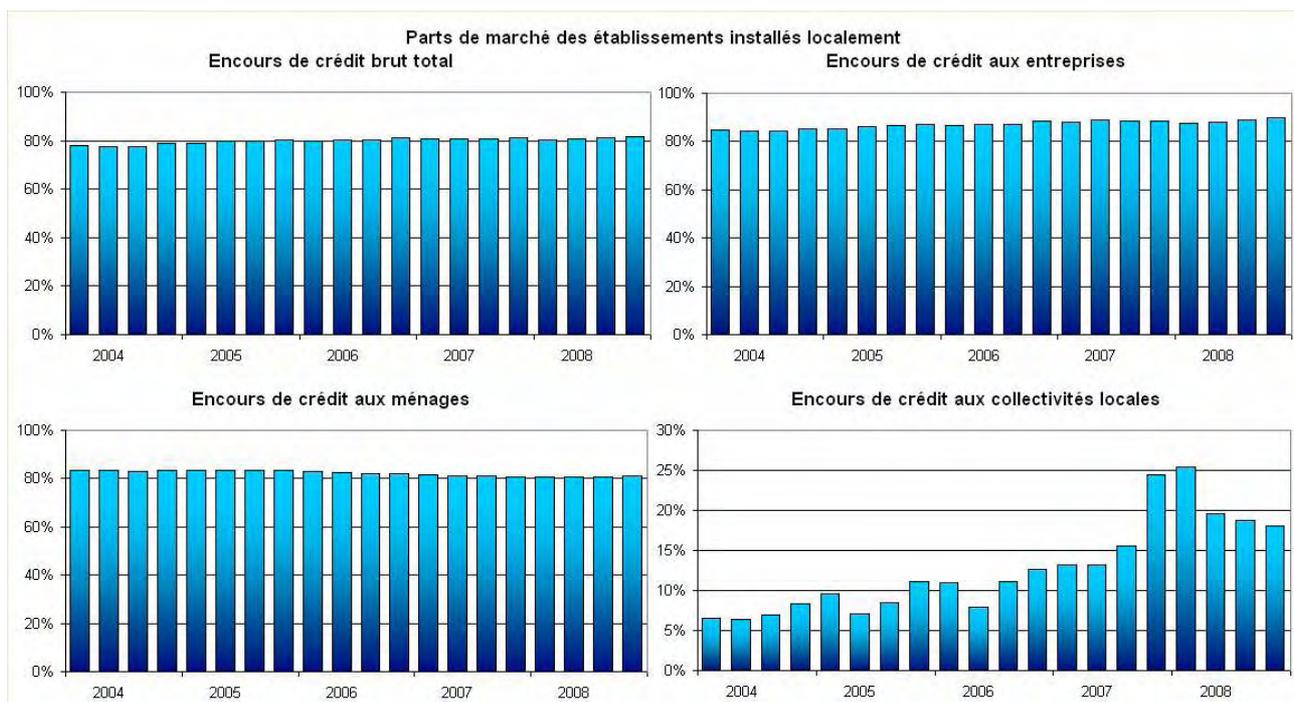
## L'endettement des collectivités locales

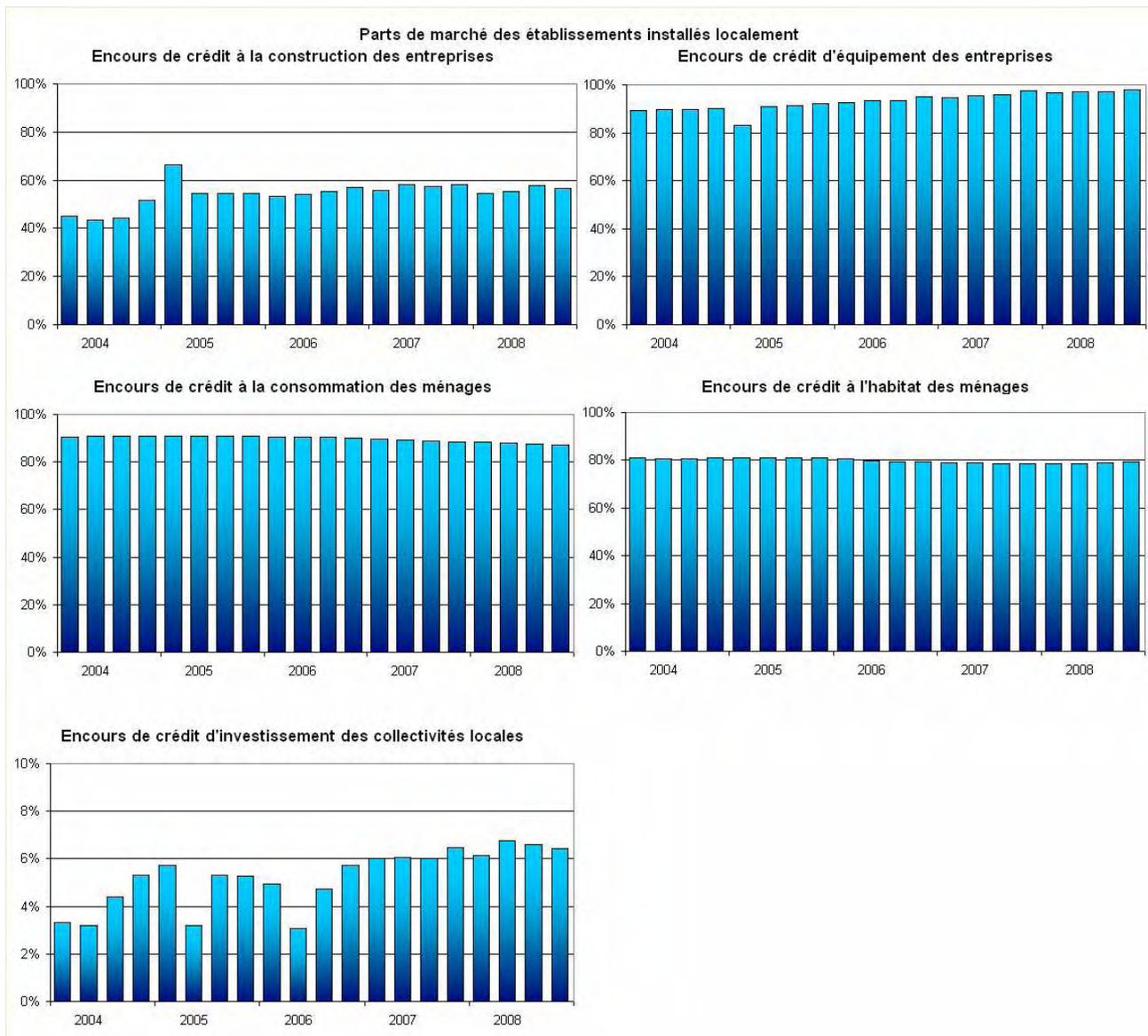


# Conjoncture financière et bancaire

## 4.1 Les passifs des établissements locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an	
<b>Entreprises</b>	<b>129 117</b>	<b>142 228</b>	<b>163 352</b>	<b>192 626</b>	<b>227 933</b>	<b>229 091</b>	<b>241 461</b>	<b>252 896</b>	<b>258 895</b>	<b>2,4%</b>	<b>13,6%</b>	
Crédits d'exploitation	51 002	53 060	61 903	67 020	69 840	69 472	75 587	79 214	77 994	-1,5%	11,7%	
<i>Créances commerciales</i>	3 959	3 772	3 951	3 125	3 527	3 030	3 851	3 521	3 893	10,6%	10,4%	
<i>Crédits de trésorerie</i>	27 821	28 132	30 598	34 750	40 278	39 748	44 839	46 649	43 022	-7,8%	6,8%	
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	2 399	1 870	1 682	1 688	1 649	1 417	1 401	1 451	1 382	-4,8%	-16,2%	
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	19 222	21 156	27 354	29 145	26 035	26 694	26 897	29 044	31 079	7,0%	19,4%	
Crédits d'investissement	64 454	70 520	79 579	94 408	117 349	121 507	125 678	131 103	137 033	4,5%	16,8%	
<i>Crédits à l'équipement</i>	56 401	61 556	69 392	84 446	106 910	111 199	115 385	120 506	126 771	5,2%	18,6%	
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 786	6 063	6 173	6 585	7 362	7 762	7 918	8 183	8 175	-0,1%	11,0%	
<i>Crédit-bail</i>	8 053	8 964	10 187	9 962	10 439	10 308	10 293	10 597	10 262	-3,2%	-1,7%	
Crédits à la construction	13 314	17 886	20 385	26 430	35 123	32 464	34 324	36 146	37 493	3,7%	6,7%	
Autres crédits	347	762	1 485	4 768	5 621	5 648	5 872	6 433	6 375	-0,9%	13,4%	
<b>Ménages</b>	<b>157 381</b>	<b>175 238</b>	<b>191 384</b>	<b>202 285</b>	<b>220 574</b>	<b>227 569</b>	<b>232 443</b>	<b>238 648</b>	<b>247 721</b>	<b>3,8%</b>	<b>12,3%</b>	
Crédits à la consommation	43 044	45 877	47 490	51 869	53 176	53 616	54 100	54 778	55 241	0,8%	3,9%	
<i>Crédits de trésorerie</i>	32 116	33 403	34 068	36 076	37 435	37 229	37 842	38 796	39 537	1,9%	5,6%	
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 196	2 767	2 881	4 007	2 602	3 284	3 100	2 925	2 895	-1,0%	11,3%	
<i>Crédit-bail</i>	7 732	9 707	10 541	11 786	13 139	13 103	13 158	13 057	12 809	-1,9%	-2,5%	
Crédits à l'habitat	113 855	128 614	142 988	149 459	166 213	172 527	176 841	182 549	191 191	4,7%	15,0%	
Autres crédits	482	747	906	957	1 185	1 426	1 502	1 321	1 289	-2,4%	8,8%	
<b>Collectivités locales</b>	<b>2 518</b>	<b>2 895</b>	<b>3 712</b>	<b>4 309</b>	<b>9 566</b>	<b>10 779</b>	<b>7 328</b>	<b>7 270</b>	<b>7 471</b>	<b>2,8%</b>	<b>-21,9%</b>	
Crédits d'exploitation	1 413	670	1 565	2 088	7 152	8 345	4 779	4 708	4 967	5,5%	-30,6%	
<i>Crédits de trésorerie</i>	897	313	1 322	1 436	7 074	8 268	4 695	4 669	4 899	4,9%	-30,7%	
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	516	357	243	652	78	77	84	39	68	74,4%	-12,8%	
Crédits d'investissement	1 091	1 683	1 608	1 767	2 000	2 029	2 154	2 177	2 130	-2,2%	6,5%	
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 091	1 681	1 595	1 750	1 958	1 973	2 097	2 108	2 069	-1,9%	5,7%	
<i>Crédit-bail</i>	0	2	13	17	42	56	57	69	61	-11,6%	45,2%	
Crédits à l'habitat	14	542	539	454	414	405	394	385	374	-2,9%	-9,7%	
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>5 487</b>	<b>8 548</b>	<b>8 227</b>	<b>12 466</b>	<b>10 160</b>	<b>7 370</b>	<b>7 546</b>	<b>10 670</b>	<b>9 761</b>	<b>-8,5%</b>	<b>-3,9%</b>	
<b>Total encours sain</b>	<b>294 503</b>	<b>328 909</b>	<b>366 675</b>	<b>411 686</b>	<b>468 233</b>	<b>474 809</b>	<b>488 778</b>	<b>509 484</b>	<b>523 848</b>	<b>2,8%</b>	<b>11,9%</b>	
Créances douteuses brutes	16 312	16 129	15 328	14 837	14 196	14 176	14 125	13 872	13 281	-4,3%	-6,4%	
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 118	5 247	5 321	4 908	4 253	4 130	4 005	3 786	3 654	-3,5%	-14,1%	
<i>dont entreprises</i>	3 771	3 946	3 881	3 298	2 573	2 572	2 506	2 391	2 203			
<i>dont ménages</i>	1 325	1 256	1 382	1 536	1 625	1 509	1 447	1 336	1 405			
<i>Provisions</i>	11 194	10 882	10 007	9 929	9 943	10 046	10 120	10 086	9 627	-4,6%	-3,2%	
<b>Total encours brut</b>	<b>310 815</b>	<b>345 038</b>	<b>382 003</b>	<b>426 523</b>	<b>482 429</b>	<b>488 985</b>	<b>502 903</b>	<b>523 356</b>	<b>537 129</b>	<b>2,6%</b>	<b>11,3%</b>	
Taux de créances douteuses	5,2%	4,7%	4,0%	3,5%	2,9%	2,9%	2,8%	2,7%	2,5%	-0,2 pt	-0,4 pt	
Taux de provisionnement	68,6%	67,5%	65,3%	66,9%	70,0%	70,9%	71,6%	72,7%	72,5%	-0,2 pt	2,5 pt	

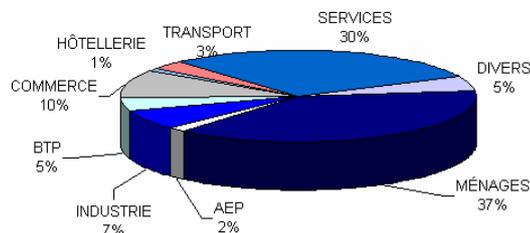




## 5. Les engagements bancaires

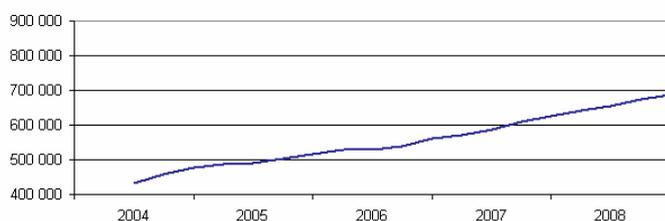
### 5.1. LES RISQUES SECTORIELS

Encours en millions de F CFP au 31 décembre 2008

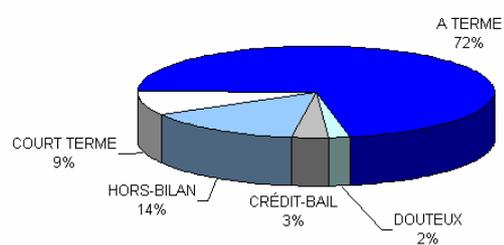


### ÉVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

Encours en millions de F CFP

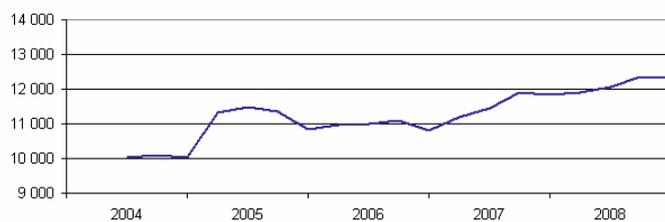


Structure en %

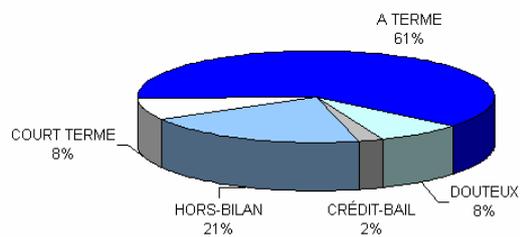


### AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE

Encours en millions de F CFP

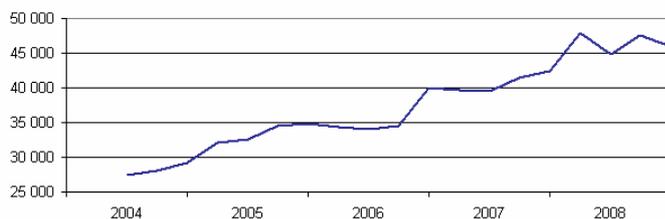


Structure en %

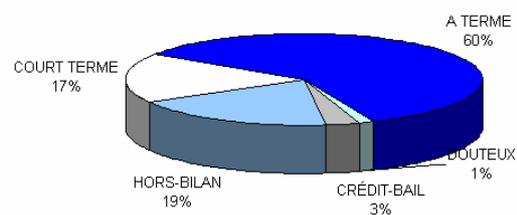


### INDUSTRIE

Encours en millions de F CFP



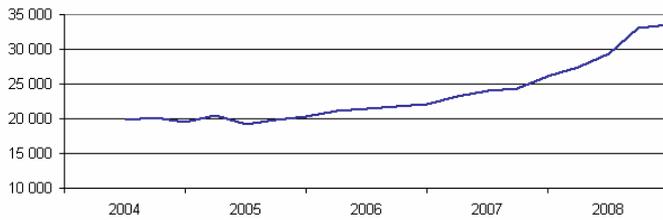
Structure en %



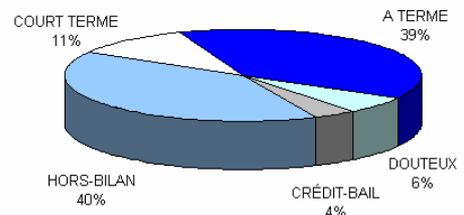
# Conjoncture financière et bancaire

## BTP

Encours en millions de F CFP

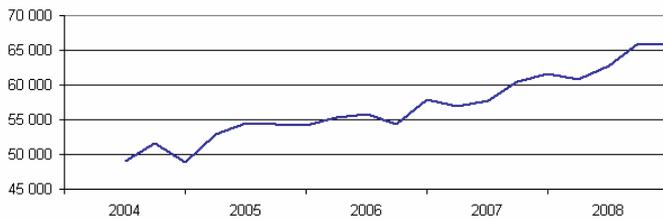


Structure en %

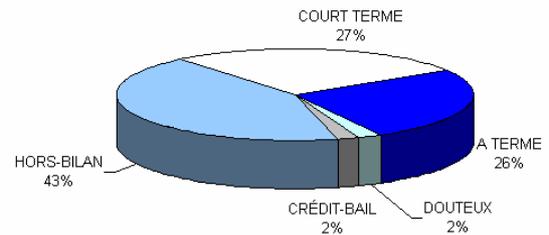


## COMMERCE

Encours en millions de F CFP

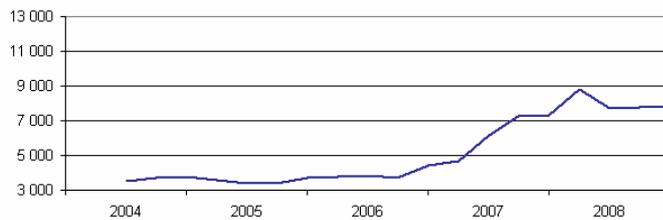


Structure en %

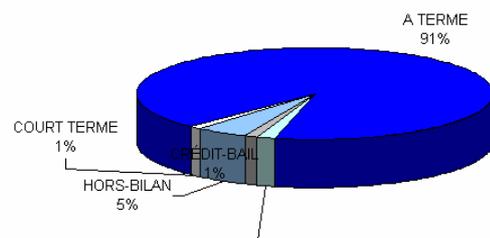


## HÔTELLERIE

Encours en millions de F CFP

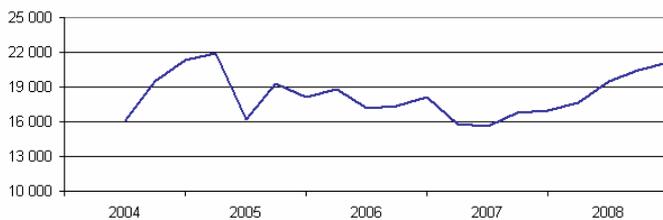


Structure en %

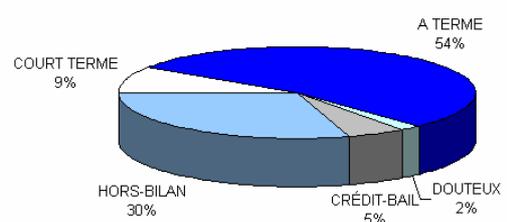


## TRANSPORT

Encours en millions de F CFP

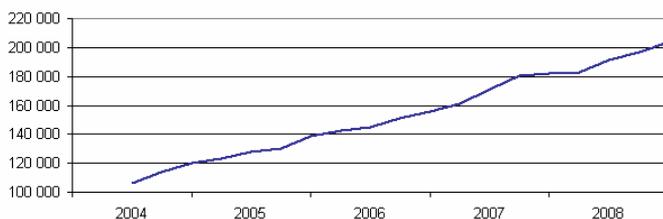


Structure en %

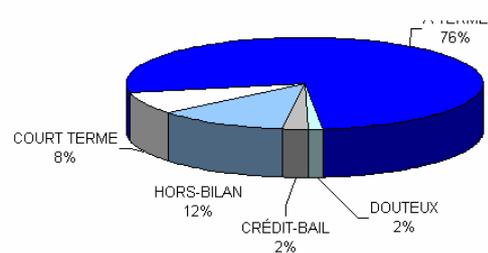


## SERVICES

Encours en millions de F CFP



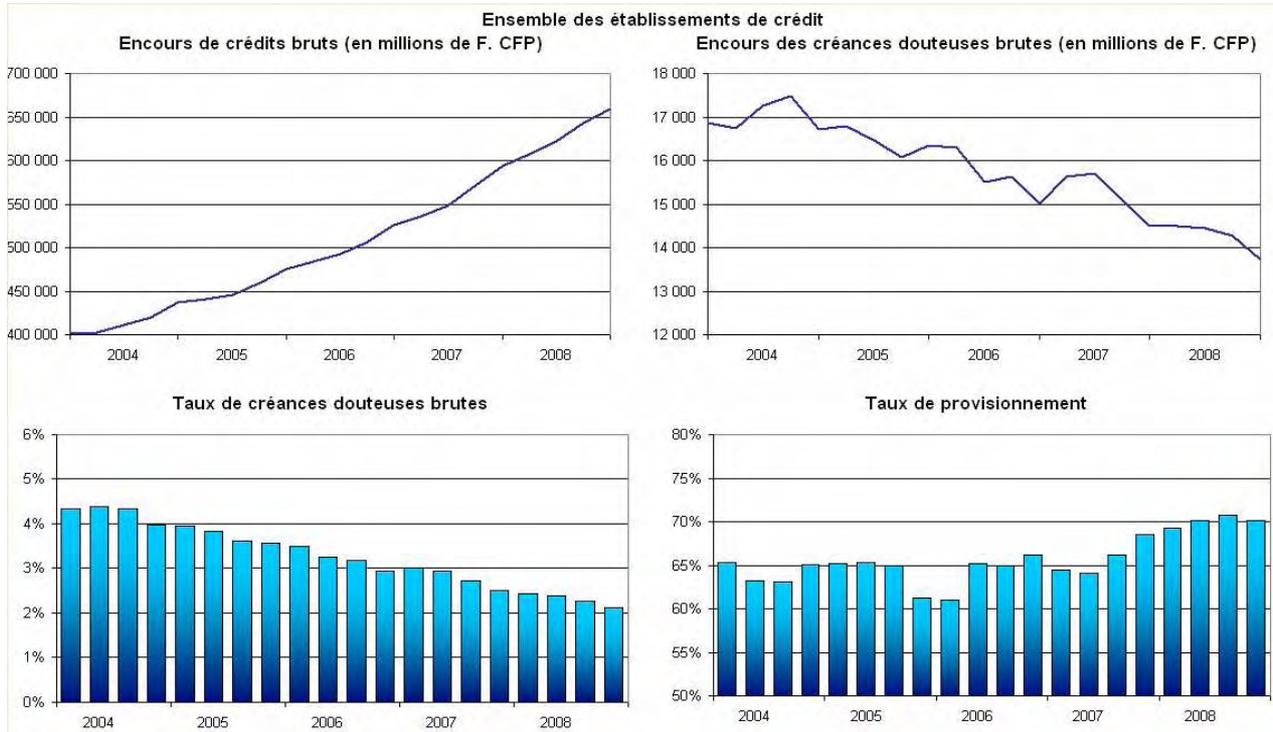
Structure en %



# Conjoncture financière et bancaire

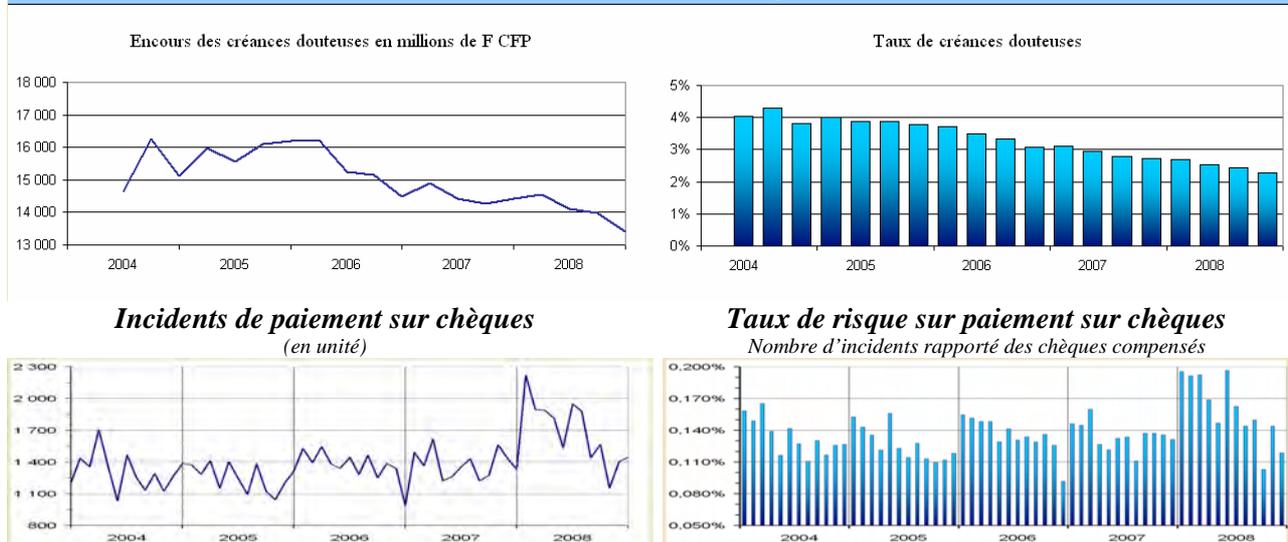
## 5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

### Les indicateurs globaux (source : BAFI)



### Les indicateurs de la vulnérabilité des ménages

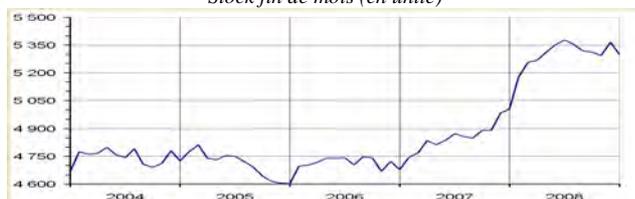
#### TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR



Source : IEOM

Source : IEOM

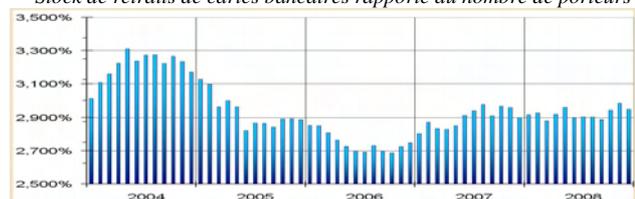
#### Personnes physiques interdites bancaires Stock fin de mois (en unité)



Source : IEOM

#### Taux de retraits sur cartes bancaires

Stock de retraits de cartes bancaires rapporté au nombre de porteurs



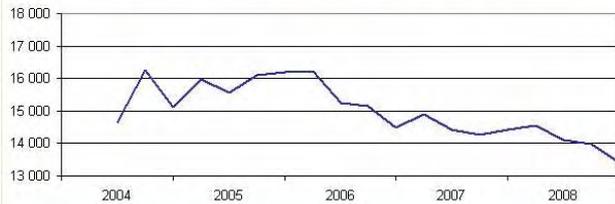
Source : IEOM

# Conjoncture financière et bancaire

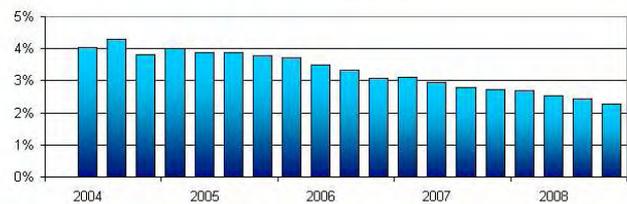
## Les indicateurs de la vulnérabilité des entreprises

### TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

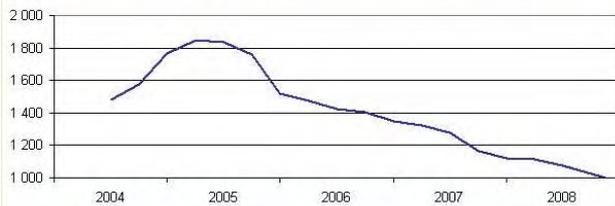


Taux de créances douteuses

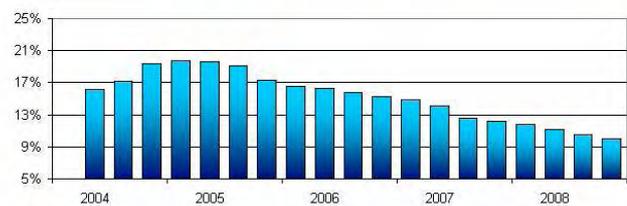


### AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

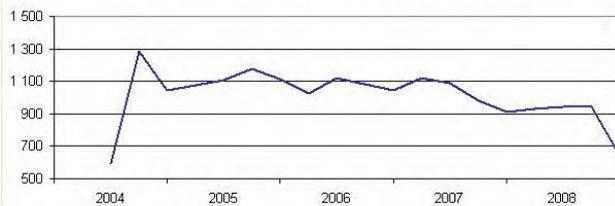


Taux de créances douteuses

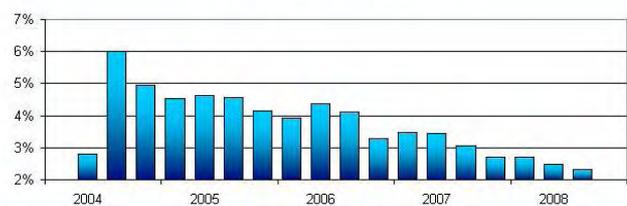


### INDUSTRIE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

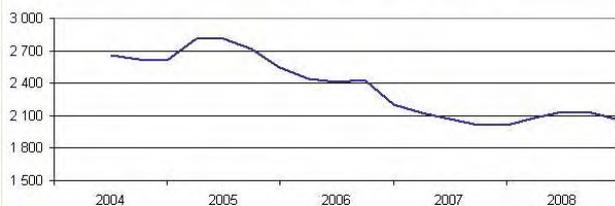


Taux de créances douteuses

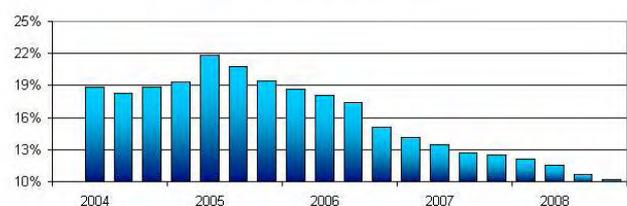


### BTP

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

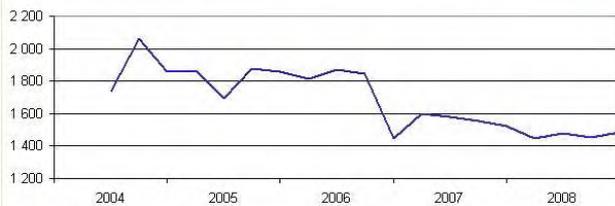


Taux de créances douteuses

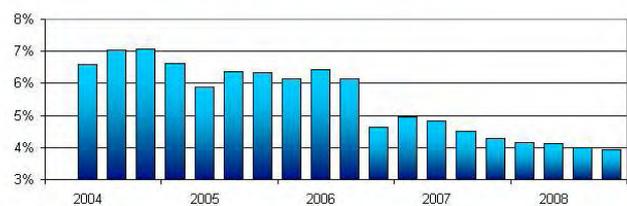


### COMMERCE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP



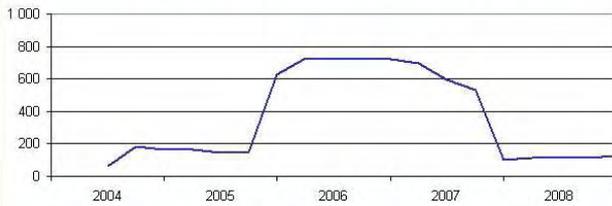
Taux de créances douteuses



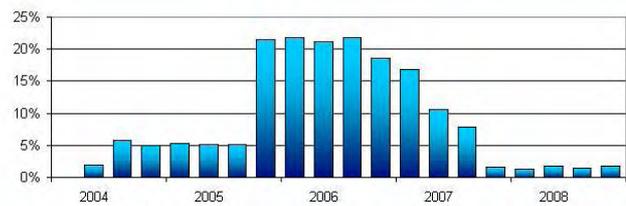
# Conjoncture financière et bancaire

## HÔTELLERIE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

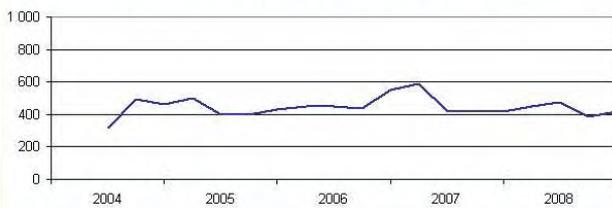


Taux de créances douteuses

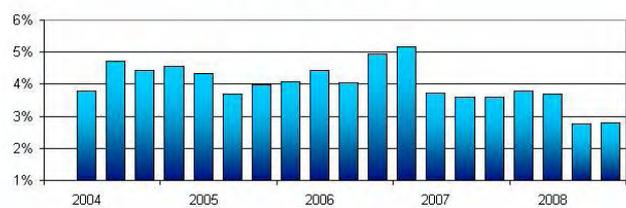


## TRANSPORT

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

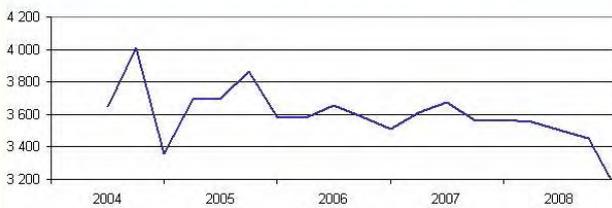


Taux de créances douteuses

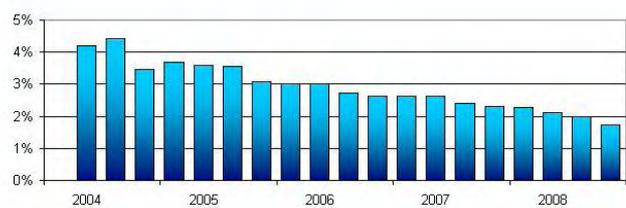


## SERVICES

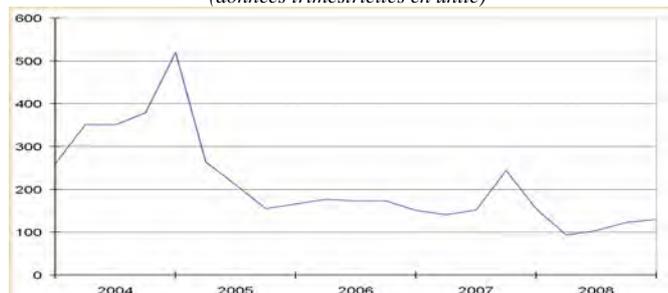
Encours des créances douteuses en millions de F CFP



Taux de créances douteuses



### Incidents de paiement sur effets (données trimestrielles en unité)



Source : IEOM

## 6. Le financement des concours bancaires

### 6.1 L'équilibre emplois - ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an
<b>Emplois</b>	<b>320 093</b>	<b>355 641</b>	<b>394 465</b>	<b>441 057</b>	<b>502 036</b>	<b>505 016</b>	<b>520 369</b>	<b>538 296</b>	<b>555 176</b>	<b>3,1%</b>	<b>10,6%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	123	0	0	0	0	0	1 492	0	0		
Crédits bruts	310 815	345 038	382 003	426 523	482 429	488 985	502 903	523 356	537 129	2,6%	11,3%
Réserves obligatoires et libres	9 155	10 603	12 462	14 534	19 607	16 031	15 974	14 940	18 047	20,8%	-8,0%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Ressources</b>	<b>320 093</b>	<b>355 641</b>	<b>394 465</b>	<b>441 057</b>	<b>502 036</b>	<b>505 016</b>	<b>520 369</b>	<b>538 296</b>	<b>555 176</b>	<b>3,1%</b>	<b>10,6%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	217 535	254 778	276 719	321 074	357 957	353 881	369 939	367 816	392 261	6,6%	9,6%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	41 113	43 875	45 966	49 663	54 249	54 843	57 808	57 537	57 097	-0,8%	5,2%
Excédent des opérations diverses des EC	0	1 043	5 527	4 753	7 509	9 156	0	7 449	9 100	22,2%	21,2%
Réescompte	6 656	10 334	11 186	8 862	10 388	11 981	12 774	15 153	16 233	7,1%	56,3%
Position extérieure nette des EC (si négative)	54 789	45 611	55 067	56 705	71 933	75 155	79 848	90 341	80 485	-10,9%	11,9%



### 6.2 Le réescompte

Cotation et réescompte										Variations	
	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an
<b>Cotation (nombre)</b>											
Cotes valides	7 133	8 032	8 928	7 990	7 242	7 068	7 322	7 375	7 495	1,6%	3,5%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	2 390	2 406	2 715	2 546	2 700	2 757	3 148	3 439	2 894	-15,8%	7,2%
Taux	34%	30%	30%	32%	37%	39%	43%	47%	39%	-8 pt	2 pt
<b>Refinancement (montants en millions de XPF)</b>	<b>10 938</b>	<b>11 213</b>	<b>11 187</b>	<b>8 865</b>	<b>10 388</b>	<b>11 980</b>	<b>12 774</b>	<b>16 332</b>	<b>17 317</b>	<b>6,0%</b>	<b>66,7%</b>
Entreprises	9 588	10 330	10 663	8 583	10 262	11 881	12 697	16 274	17 274	6,1%	68,3%
Particuliers	1 350	883	524	282	126	99	77	58	43	-25,9%	ns

#### Cotation des entreprises

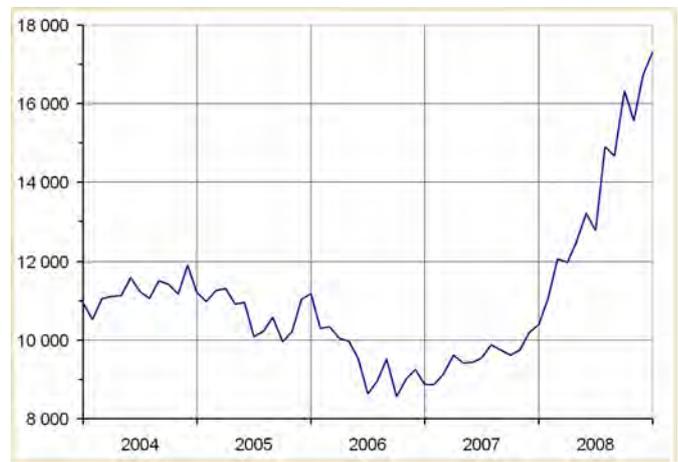
Nombre d'entreprises cotées s —  
 Nombre d'entreprises cotées et rééligibles --  
 Taux d'éligibilité - - -



Source : IEOM

#### Mobilisation des crédits

Montant global du portefeuille en fin de mois  
 (en millions de F CFP)



Source : IEOM

# Conjoncture financière et bancaire

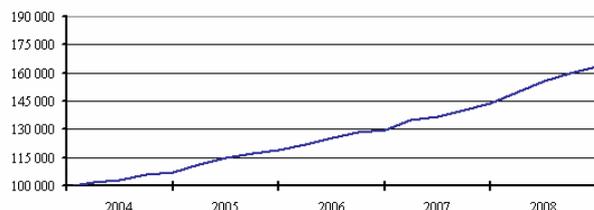
## 7. La monétique et les échanges de valeur

### 7.1 La monétique

Monétique	déc.-02	déc.-03	déc.-04	déc.-05	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	Variations	
										1 trim	1 an
<b>Cartes bancaires</b>											
Carte Bleue	52 442	59 211	64 440	72 394	82 881	84 915	86 602	88 427	89 189	0,9%	7,6%
Carte Jade	20 568	21 783	22 747	24 025	29 474	30 946	31 586	31 664	32 788	3,5%	11,2%
Cartes privatives	17 626	18 498	19 942	22 756	31 479	33 924	37 618	40 005	41 242	3,1%	31,0%
Nombre de cartes	90 636	99 492	107 129	119 175	143 834	149 785	155 806	160 096	163 219	2,0%	13,5%
<b>Terminal de paiement électronique</b>											
Nombre de TPE	1 800	1 936	2 007	2 364	2 669	2 699	2 762	2 878	2 850	-1,0%	6,8%
Nombre de transactions	1 036 989	1 102 301	1 263 525	1 383 459	1 679 890	1 528 817	1 574 253	1 654 796	1 822 567	10,1%	8,5%
Montant (milliers de XPF)	9 524 337	10 348 583	11 608 446	12 598 988	15 202 364	13 445 745	13 969 970	14 814 638	16 669 111	12,5%	9,6%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	9	9	9	9	9	9	9	9	9	1,1%	1,1%
<b>Machines de traitement mécanique</b>											
Nombre de MTM*	213	182	172	241	215	45	45	44	44	0,0%	-79,5%
Nombre de transactions	5 510	5 039	4 941	5 128	4 279	4 403	3 891	3 996	4 315	8,0%	0,8%
Montant (milliers de XPF)	181 378	153 077	150 060	134 727	132 400	91 971	99 724	126 030	123 767	-1,8%	-6,5%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	33	30	30	26	31	21	26	32	29	-8,9%	-7,1%
<b>Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)</b>											
Nombre d'automates	90	100	103	109	148	153	161	164	164	0,0%	10,8%
Nombre de retraits	730 350	801 393	884 812	953 158	1 394 810	1 387 397	1 468 829	1 548 228	1 601 145	3,4%	14,8%
Montant (milliers de XPF)	6 517 807	6 999 312	7 863 848	8 861 176	14 318 680	15 251 088	15 470 655	16 170 393	17 829 433	10,3%	24,5%
Moyenne par retrait (milliers XPF)	9	9	9	9	10	11	11	10	11	6,7%	7,8%

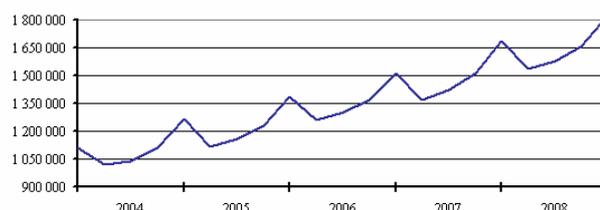
\* le nombre de MTM a fait l'objet d'une régularisation en mars 2008

Nombre de porteurs



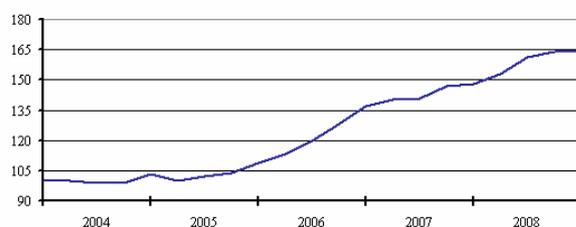
Source : Etablissements de crédit      Nombre : en unité

Nombre de transactions sur terminaux de paiement



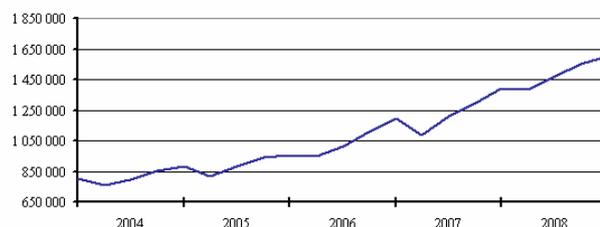
Source : Etablissements de crédit      Nombre : en unité

Nombre d'automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)



Source : Etablissements de crédit      Nombre : en unité

Nombre de retraits sur automates bancaires

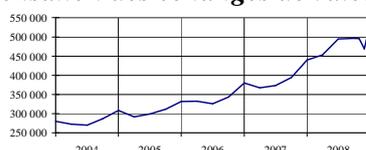


Source : Etablissements de crédit      Nombre : en unité

### 7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	déc.-05	déc.-06	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	Variations	
								1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>4 533 689</b>	<b>4 701 513</b>	<b>4 895 325</b>	<b>4 812 628</b>	<b>4 861 898</b>	<b>4 991 461</b>	<b>5 117 235</b>	<b>2,5%</b>	<b>4,5%</b>
Chèques	3 136 236	3 161 212	3 210 192	3 108 062	3 110 210	3 197 934	3 309 713	3,5%	3,1%
Virements	814 736	876 539	957 713	900 125	970 936	978 025	1 023 173	4,6%	6,8%
Effets	3 776	3 912	3 511	3 358	3 282	3 383	3 328	-1,6%	-5,2%
Autres	578 941	659 850	723 909	801 083	777 470	812 119	781 021	-3,8%	7,9%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>331 357</b>	<b>379 508</b>	<b>439 862</b>	<b>453 169</b>	<b>494 840</b>	<b>496 109</b>	<b>531 533</b>	<b>7,1%</b>	<b>20,8%</b>
Chèques	168 726	187 412	216 433	224 933	256 455	247 761	249 154	0,6%	15,1%
Virements	142 368	169 341	198 822	201 513	212 034	220 122	254 468	15,6%	28,0%
Effets	6 843	7 300	7 358	7 488	7 359	8 080	7 929	-1,9%	7,8%
Autres	13 420	15 455	17 249	19 235	18 992	20 146	19 982	-0,8%	15,8%

#### Compensation des échanges de valeurs (en millions de F CFP)



Source : IEOM

## 8. Rappel des taux

### 8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 1997	Année 1998	Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009
3,87 %	3,36 %	3,47 %	2,74 %	4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %	2,95 %	3,99 %	<b>3,79 %</b>

### 8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

Taux de l'IEOM	2ème Trim. 2008	3ème Trim. 2008	4ème Trim. 2008	1er Trim. 2009
Taux de la facilité de dépôt	2,00 % (4)	2,00 %	2,25 % (9)	2,25 %
Taux de l'escompte de chèque	5,00 % (2)	5,25 % (6)	3,00 % (11)	2,50 % (12)
Taux de la facilité de prêt marginal	5,00 % (2)	5,25 % (6)	3,00 % (11)	2,50 % (12)
Taux de réescompte des crédits aux entreprises Taux plafond	3,00 % (3) 5,75 %	3,00 % 5,75 %	2,75 % (10) 5,50 %	2,75 % 5,50 %
Taux de réescompte des Prêts bancaires au logement - PBL Taux plafond (taux SGFGAS)	3,00 % (1) 6,45 %-6,90 % (5)	3,00 % 6,80 %-7,25 % (7)	3,00 % 7,00 %-7,45 % (8)	3,00 % 7,00 %-7,45 %

(1) à compter du 01/08/1996

(4) à compter du 20/11/2007

(7) à compter du 01/08/2008

(10) à compter du 14/10/2008

(2) à compter du 13/06/2007

(5) à compter du 01/05/2008

(8) à compter du 01/10/2008

(11) à compter du 10/12/2008

(3) à compter du 20/11/2007

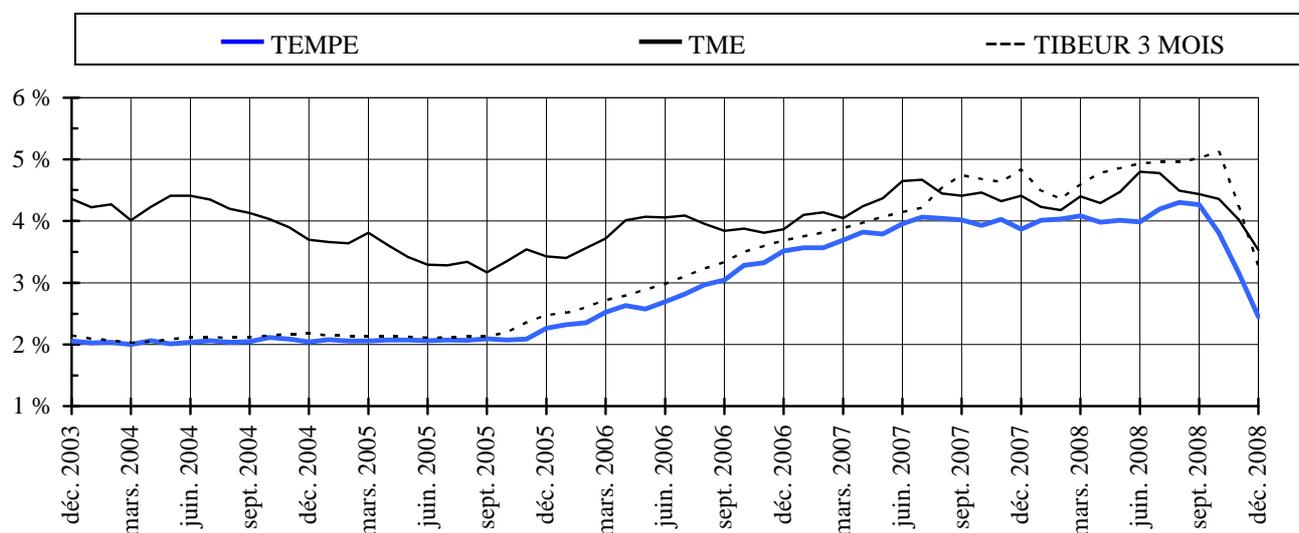
(6) à compter du 09/07/2008

(9) à compter du 10/10/2008

(12) à compter du 11/03/2009

CRPB

### 8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'État à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

# Conjoncture financière et bancaire

## 8.4 Les taux de l'usure<sup>1</sup>

### PRÊTS AUX PARTICULIERS

Seuils de l'usure	2 <sup>ème</sup> Trim. 2008	3 <sup>ème</sup> Trim. 2008	4 <sup>ème</sup> Trim. 2008	1 <sup>er</sup> Trim. 2009
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	7,25 %	7,31 %	7,36 %	<b>7,80 %</b>
- Prêts à taux variable	7,16 %	7,19 %	7,46 %	<b>7,80 %</b>
- Prêts à taux relais	7,25 %	7,24 %	7,53 %	<b>7,72 %</b>
Autres prêts				
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 F CFP (1)	20,60 %	20,76 %	21,09 %	<b>21,32 %</b>
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	20,48 %	20,51 %	20,72 %	<b>21,11 %</b>
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 F CFP	9,60 %	9,68 %	9,77 %	<b>9,92 %</b>

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

### PRETS AUX PERSONNES MORALES N'AYANT PAS D'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	2 <sup>ème</sup> Trim. 2008	3 <sup>ème</sup> Trim. 2008	4 <sup>ème</sup> Trim. 2008	1 <sup>er</sup> Trim. 2009
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,39 %	11,31 %	11,35 %	<b>11,51 %</b>
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	7,39 %	7,47 %	9,24 %	<b>9,04 %</b>
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	7,73 %	7,76 %	8,15 %	<b>8,56 %</b>
- Découverts en compte (2)	14,29 %	14,25 %	14,17 %	<b>14,55 %</b>
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	9,84 %	9,68 %	10,27 %	<b>10,45 %</b>

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

### PRÊTS AUX PERSONNES PHYSIQUES AGISSANT POUR LEURS BESOINS PROFESSIONNELS ET AUX PERSONNES MORALES AYANT UNE ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	2 <sup>ème</sup> Trim. 2008	3 <sup>ème</sup> Trim. 2008	4 <sup>ème</sup> Trim. 2008	1 <sup>er</sup> Trim. 2009
- Découverts en compte (3)	14,29 %	14,25 %	14,17 %	<b>14,55 %</b>

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

<sup>1</sup> Suite à la publication de l'ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006 portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna au Journal officiel du 20 janvier 2006, le régime de l'usure en Nouvelle-Calédonie est désormais identique à celui en vigueur en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer.

## 8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit

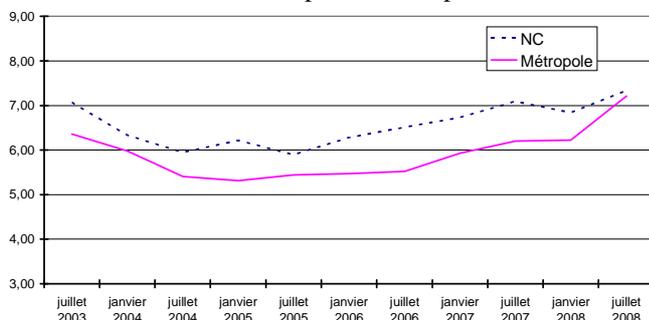
### LE COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

Taux moyen pondéré	Enquête de juillet/août 2006	Enquête de janvier/février 2007	Enquête de juillet/août 2007	Enquête de janvier/février 2008	Enquête de juillet/août 2008	Variations en points	
						sur 12 mois	sur 6 mois
Prêts immobiliers.....	4,80%	4,86%	5,05%	5,12%	5,43%	0,38 pt	0,31 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP.....	10,15%	11,65%	11,86%	10,51%	14,83%	2,97 pt	4,32 pt
Découverts.....	10,05%	10,33%	9,49%	10,60%	9,69%	0,20 pt	-0,91 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP.....	6,37%	6,55%	6,81%	7,09%	7,51%	0,70 pt	0,42 pt
<b>TMPG.....</b>	<b>5,98%</b>	<b>6,23%</b>	<b>6,27%</b>	<b>6,36%</b>	<b>6,58%</b>	<b>0,31 pt</b>	<b>0,22 pt</b>
Déclarations (en nb).....	3 558	3 450	4 514	4 863	4 569	1,2%	- 6,0%

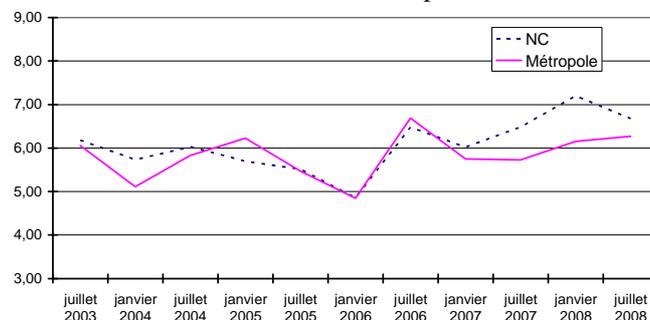
### LE COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

Taux moyen pondéré	Enquête de juillet/août 2006	Enquête de janvier/février 2007	Enquête de juillet/août 2007	Enquête de janvier/février 2008	Enquête de juillet/août 2008	Variations en points	
						sur 12 mois	sur 6 mois
Escompte.....	6,51%	6,73%	7,10%	6,84%	7,33%	0,23 pt	0,49 pt
Découvert.....	6,48%	6,02%	6,49%	7,20%	6,68%	0,19 pt	-0,52 pt
Autres court terme.....	5,76%	6,31%	6,95%	6,06%	6,29%	-0,66 pt	0,23 pt
<b>Ensemble court terme.....</b>	<b>6,45%</b>	<b>6,30%</b>	<b>6,70%</b>	<b>7,05%</b>	<b>6,88%</b>	<b>0,18 pt</b>	<b>-0,17 pt</b>
<b>Moyen et long terme.....</b>	<b>5,24%</b>	<b>5,35%</b>	<b>5,52%</b>	<b>5,83%</b>	<b>5,86%</b>	<b>0,34 pt</b>	<b>0,03 pt</b>
<b>TMPG.....</b>	<b>6,00%</b>	<b>5,97%</b>	<b>6,27%</b>	<b>6,57%</b>	<b>6,49%</b>	0,22 pt	-0,08 pt
Déclarations (en nb).....	1 908	1 770	2 157	2 114	2 099	- 2,7%	-100,0%

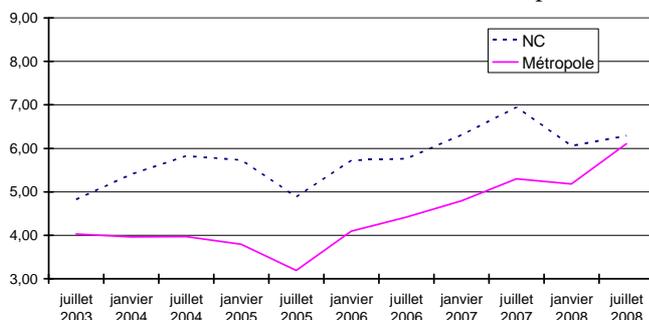
Evolution du coût moyen pondéré de l'escompte aux entreprises



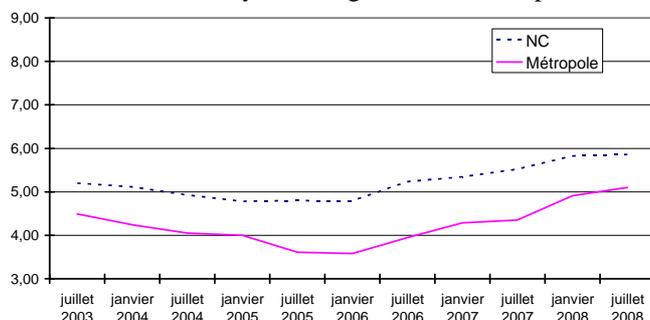
Evolution du coût moyen pondéré du découvert aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des autres crédits à court terme aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des crédits à moyen et long terme aux entreprises



**Nota :** Pour chaque catégorie de crédit, les taux retenus pour la Métropole sont ceux de la tranche des crédits correspondant au montant moyen observé sur la place lors de l'enquête

## Annexe : méthodologie

### 1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

### 2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les **placements liquides ou à court terme** regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'**épargne à long terme** est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les **ménages** regroupent les particuliers et, les entrepreneurs individuels.

Les **sociétés** correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### 3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des **entrepreneurs individuels** (EI) sont répartis dans les catégories « entreprises » et « ménages » selon la nature de crédits et le comportement économique qui leur est attaché. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI", notamment les crédits d'investissement, sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières" - SNF).

## Conjoncture financière et bancaire

Pour les **entreprises** (SNF et EI), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs (SNF seules) et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les **ménages**, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les **autres agents** regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

#### 4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2 500 K XPF de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Agriculture, Élevage, Pêche	01 à 05
Industrie	10 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52 sauf 502Z
Hôtellerie	551A, 551C, 552A, 552C, 552E et 555D
Transport et communications	60 à 64
Services	551E, 552F, 553A, 553B, 554A, 554B, 555A, 555C, 502Z, 65 à 74 et 80 à 95
Divers (essentiellement des administrations publiques)	75 et 99

Directeur de la publication : Y. BARROUX  
Responsable de la rédaction : HP. de CLERCQ  
Editeur et imprimeur : IEOM  
Achévé d'imprimer le 10 mars 2009  
Dépôt légal : mars 2009 - n° ISSN 0296-3108

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**  
AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE  
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex  
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553  
e-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)  
Site Internet : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

## *Coordonnées du siège*



### **IEOM**

5, rue Roland Barthes  
75598 PARIS CEDEX 12  
tél : (33) 1 53 44 41 41  
Fax : (33) 1 43 47 51 34  
contact@ieom.fr



## *Coordonnées des agences*



### **Agence de la Nouvelle-Calédonie**

19, rue de la République  
BP 1758  
98845 Nouméa Cedex

E-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)  
Tél. : (687) 27.58.22  
Fax : (687) 27.65.53



### **Agence de la Polynésie française**

21, rue du Docteur Cassiau  
BP 583  
98713 Papeete RP

E-mail : [direction@ieom.pf](mailto:direction@ieom.pf)  
Tél. : (689) 50.65.00  
Fax : (689) 50.65.03



### **Agence de Wallis-et-Futuna**

BP G-5 - Mata'Utu  
98600 Uvea  
Wallis-et-Futuna

E-mail : [ieomwf@wallis.co.nc](mailto:ieomwf@wallis.co.nc)  
Tél. : (681) 72.25.05  
Fax : (681) 72.20.03